

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Vac : Monsieur Charpentier merci d'être venu d'avoir répondu à notre invitation. On a réussi à caler une date et puis voilà. Donc, selon le principe qu'on avait plus ou moins évoqué on a tout un panel de questions qu'on va tirer au hasard, des questions « brut de pommes » qui viennent de nos adhérents. On y va comme ça si vous êtes d'accord. Ça marche ?

MC : pas de problème

Vac : Juste, d'abord merci d'accepter cette rencontre-là. L'idée enfin la méthode de Vacarmes est toujours la même depuis 10 ans c'est que on prépare un certain nombre de questions et on n'en change pas la forme. C'est à dire que ça vient des réunions de travail qu'on fait, des adhérents qui nous les envoient donc comme l'a dit Joël vous les aurez brut de pomme ou de fonderie. Et puis elles arriveront dans l'ordre de votre tirage au sort, voilà il y en a 68. La méthode est aussi respectueuse de nos interlocuteurs c'est à dire qu'on fait un compte rendu complet, et avant d'en faire quelque usage que ce soit, on vous envoie le compte rendu

MC : d'accord

Vac : et vous dites par exemple là je préfère changer ça voilà etc...dans la mesure où ça ne change pas la teneur mais que vous avez des souhaits de mettre un complément ou et caetera, il n'y a qu'une fois que lorsque votre retour nous est parvenu, soit vous nous dites tout va bien c'est ça que j'ai dit on enregistre pour être sûrs d'être fideles, il n'y a qu'après cette validation de votre part qu'on en fait utilisation. On a toujours fait ça avec les personnalités aussi bien du monde politique qu'économique que civil etc. On l'a déjà fait avec monsieur Charpentier quand il nous avait reçu à la maison des agriculteurs. Allez, on commence.

MC : je réponds aux 68 ou c'est au hasard sur les 68 ?

Vac : Ah non là on ne vous lâche pas il y a un phénomène de cadenas et de miradors, vous êtes pris en otage. Non, non... on va essayer d'aller au fond ,on va formuler les questions on fera pas de commentaires autour et l'exercice pour vous c'est à chaque fois d'être que sur la question. Allez-y.

MC : La 15

Vac : Monsanto, Bayer et consorts sont-ils directement ou indirectement associés ou partenaires de... on dit la Ferme 112 ... Terralab...? et si oui, dans quelles conditions et quelles garanties et quels modes de contrôle ?

MC : Donc oui ils sont...,oui ils peuvent être associés c'est une ...la structure Terrasolis c'est une association donc elle a différents collèges, dont des collèges fondateurs, ceux qui ont fondé l'association , un collège de bienfaiteurs c'est à dire que ceux qui mettent 100 000€ ils sont directement au conseil d'administration, le fait de mettre 100 000 € donne droit à être au conseil d'administration, bon bien sûr il faut que l'adhésion soit validée par le conseil et après il y a justement un collège qui met en lien tous les gens qui sont de la recherche, un collège sur les universitaires, un collège d'agriculteurs, un collège entreprises et donc l'association est ouverte et en fait par collège il y a 2 places au conseil d'administration. Donc après c'est dans leur collège ils élisent leur membre qui sera au conseil d'administration donc

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

il y a un collège « entreprises » dans lequel il peut y avoir toutes sortes d'entreprises dont pourquoi pas une société comme Bayer puisqu'il faut savoir que ces sociétés là c'est des sociétés qui ont un vrai potentiel de recherche et de développement sur l'agriculture.

Tous les progrès agricoles ils ont été fait par des fonds qui ont été souvent abondés par ces sociétés-là. Il ne faut pas se méprendre l'agriculture a eu beaucoup de potentiel de par la génétique des plantes. La productivité de l'agriculture est beaucoup passée par la recherche sur la génétique des plantes.

Vac : Je vais être celui qui va vous embêter, c'est juste la question « est-ce qu'ils sont aujourd'hui Monsanto Bayer dans..

MC : *alors Bayer est dans le collège entreprises,*

Vac : d'accord ... donc Monsanto c'est Bayer de toute façon

MC : *c'est 5000€ le droit d'entrée et ils ont payé leur cotisation pour être dans le collège entreprises et même d'avoir du coup pourquoi pas des liens de convention avec eux pour tester des choses ou pas.*

Alors après le contrôle qu'il y a là dessus c'est que le fait de faire parti de l'association en fait ,nous c'est une association publique donc quelque part elle a plutôt vocation à être très très ouverte même aux associations de consommateurs ,ou à

Nous notre projet on considère qu'il est d'utilité publique donc nous on est d'abord ouvert à tout le monde, et on pense plutôt qu'il faut rassembler tout le monde autour de la table pour essayer justement de partager un nouveau projet quoi, il faut surtout que ces gens là y soient parce que c'est des gens qui investissent énormément dans l'agriculture.

Il faut qu'ils investissent dans notre projet agricole et pas à coté.

Alors après dans les lieux de contrôle quelque part c'est qu'aujourd'hui le CA il a une structuration c'est à dire qu'en fait ça n'est pas un homme une voix la structure de l'association c'est 10 000 € une voix qui est bloqué à 50 voix Donc en fait celui qui met 500 000 € il est au maximum de ses voix et étant donné que tous les membres mettent 100 000 € tout le monde a 10 voix et au bout du compte personne ne peut l'emporter sur les autres c'est à dire il faut vraiment qu'il y ait une majorité qui l'emporte donc une société comme Bayer ne pourra jamais faire la pluie et le beau temps dans notre association et quelque part le CA ne veut surtout pas se faire accaparer la gouvernance par quelqu'un et surtout pas par ceux là on n'y a aucun intérêt, heu voilà

La gouvernance de l'association est suffisamment bien structurée pour pas qu'il y est un collège qui l'emporte sur les autres

Vac : on y reviendra

MC : *Et du coup, non mais vous m'avez demandé quel est le contrôle Bayer est dans l'association mais ne peut avoir une hégémonie ou une prise de participation, ils nous mettraient 100 millions d'euros sur la table que ça ne suffirait pas parce que dans la gouvernance on est bloqué à 50 voix*

Vac : juste un point de détail il y a combien de membre au CA

MC : *aujourd'hui je ne l'ai pas en tête le nombre exact mais je vais vous le dire ...aujourd'hui il y a 18 membres qui ont payé leurs cotisations*

Vac : d'accord

MC : allez 66

Vac : Etes-vous pour que **l'aviation d'affaires** s'installe sur la ferme 112 ?

MC : non

Vac : Etes-vous sollicités par des porteurs de projets pour que l'aviation d'affaires s'installe sur la ferme 112 ?

MC : non

Vac : Donc Taittinger n'est pas venu vous voir avec un projet, il a perdu du tonus quand même... question subsidiaire la piste d'aviation appartient-elle à Terrasolis ?

MC : oui

Vac : en propriété ?

MC : oui

Vac : d'accord ok

Vac : question 17 ; Détenez-vous le bilan de pollution du site ? et celui de la dépollution ?
Pouvez-vous rendre publics ces éléments ?

MC : il n'y a pas de bilan de pollution.

Vac : ah, le préfet vous a menti, il nous a dit qu'il y en avait un ou alors il nous a menti à nous.

MC : non, le deal du CRSD de Reims c'est de dire que c'est à chaque projet sur le site qui devra faire sa propre étude de pollution.

Vac : d'accord

MC : c'est à dire que vous avez 350 ha si vous voulez faire une piscine sur 500m2 ou sur 50m2 vous faites faire un bilan de pollution sur cette surface-là. Il était convenu dès le départ qu'il n'y avait pas de bilan de la pollution du site

Vac : bien c'est ce qu'on vous a dit

MC : ah bien moi je suis propriétaire du site alors donc...

Vac : nous on a un préfet qui en 2009...

MC : je sais ce qu'on m'a dit, enfin je sais ce que j'ai eu.... Question 67

Vac : Utiliserez-vous des **hélicoptères** pour traiter comme le fait la ferme de la Somme avec laquelle vous travaillez en collaboration ?

MC : alors des hélicoptères, non. Il est probable qu'il y ai des peut-être des ...

Vac : des ...drones ... ? on y reviendra

MC : des drones c'est sûr, par contre des gyrocoptères ; alors peut-être des gyrocoptères parce qu'on va peut-être étudier un système avec des gyrocoptères stationnaires qui gèrent des drones.

Vac : mais pas pour traiter ?

MC : non non pas pour traiter

Vac : de toute façon c'est interdit maintenant

MC : c'est plus à la mode

Vac : oui mais c'était la question au départ

MC : non, non, pas pour traiter, c'est fini ça ...on ne va plus avoir le droit de traiter

MC : 52

Vac : Question 52 Quels sont vos projets, manifestations destinées au grand public sur le site de la ferme 112, **les culturelles** étant un salon de professionnels ?

MC : grand public ?

Vac : oui

MC : aujourd'hui y'a rien de prévu

Vac : d'accord

MC : alors, grand public... on souhaite quand même à un moment donné ouvrir le site au grand public parce qu'on considère que le grand Reims hein, tout le monde souhaite venir voir à un moment donné le projet. Donc on fera un weekend ouverture au grand public pour montrer le projet mais aujourd'hui on est pas encore mûr pour le faire, et aujourd'hui sur les projets grand public, très sincèrement on est pas plus avancé que ça on a déjà beaucoup à travailler sur les projets professionnels

Vac : les visites qui ont eu lieu l'année dernière étaient quand même ouvertes à ceux qui voulaient venir non ?

MC : de quelles visites vous parler ?

Vac : il y a eu un weekend, deux jours...

MC : lesquelles, les « Culturelles » ?

Vac : oui

MC : les Culturelles c'était une opération, c'était un salon professionnel, là n'étaient invités que les agriculteurs. Les culturelles dans l'esprit c'était pas une opération grand public après si vous voulez on n'a pas invité le grand public après si quelqu'un voulait venir voir...

Vac : 30 ! Y a-t-il encore un projet de ferme « pédagogique » destiné au grand public ? pourquoi, parce que c'était contenu dans les premières versions du projet présentées en 2013-2014 ? Vous étiez, Chambre d'Agriculture, déjà dedans !

MC : oui oui oui. Aujourd'hui ferme pédagogique c'est pas du tout, c'est pas à l'ordre du jour. Vis à vis du grand public il y aura peut-être une réflexion autour d'un parcours de la biodiversité pour montrer ce qu'on est capable de faire. On est en train de réfléchir à créer un parcours de la bio diversité justement avec l'association Symbiose, et celui là il sera peut-être ouvert au public justement. Mais aujourd'hui c'est une réflexion on n'a pas de ...on n'est pas encore sur l'aboutissement d'une ferme pédagogique pourquoi pas, si un porteur de projet qui souhaite réfléchir sur ce sujet là nous on est ouvert. Il faut rappeler que la plate-forme c'est une plate-forme d'open innovation. C'est à dire que nous on met l'outil à disposition des

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

partenaires qui sont dedans. Et en fait chaque partenaire peut s'approprier un projet et dire : moi mon projet ça serait de faire ça ou de faire ci. Et en fait c'est vraiment le principe de la plate-forme, c'est à dire que nous on achète l'outil on l'équipe et après qu'on soit d'ailleurs au CA ou pas on peut proposer de réaliser un projet sur le site

C'est à dire qu'en fait, c'est un outil au service du territoire, c'est à dire que à la limite que vous vous voudriez faire un projet, recevoir une journée ou faire un truc etc., vous déposez un projet au CA et nous on répond si ça peut rentrer dans les faisabilités du truc. C'est vraiment un outil, il faut le considérer comme un outil au service du territoire et les membres du conseil d'administration, ils animent l'outil, c'est-à-dire qu'ils essaient de voir comment on peut l'équiper l'orienter, etc. . Et après c'est vraiment au territoire à utiliser l'outil il faut vraiment le voir comme ça et si demain il y avait un projet pédagogique et qu'il l'emporte au niveau du CA pourquoi pas.

Vac : et si il y a un projet aéroportuaire qui l'emporte auprès du CA ?

MC : alors dans les statuts du truc il faut que tous les projets se rapportent à l'objet de l'association qui est la recherche, le développement et l'innovation sur la ressource agricole savoir

Vac : il n'y a pas d'élevage ?

MC : Aujourd'hui il y a des réflexions d'élevage, donc aujourd'hui nous n'avons pas de projet d'élevage mais par exemple la chambre d'agriculture réfléchit avec un groupe d'Agro-ParisTech à un projet pour implanter un élevage.

Vac : un troupeau de moutons ?

MC : éventuellement. 42 !

Vac : 42. Où en êtes-vous exactement sur le projet photovoltaïque ? Qui en est le pilote ? Et si ça marche, qui sera alimenté en électricité ?

MC : alors ça c'est l'exemple typique à un moment donné voilà il y a un lieu il y a un porteur de projet qui est venu nous voir et nous a dit, nous on aimerait bien éventuellement réfléchir à un projet photovoltaïque donc en partenariat avec nous. On est en train de l'étudier, on a déposé un permis, on attend le résultat parce qu'en fait là on est en appel d'offres, parce qu'à partir d'un seuil de photovoltaïque, en fait l'état soumet, dépose d'y aller, moi j'ouvre le marché à X mégawatt d'électricité en photovoltaïque et c'est les porteurs de projet qui répondent qui disent bon ben moi je veux bien en faire tant à tel prix c'est à dire que c'est nous qui fixons le prix et après l'état ouvre les plis, les enveloppes, et ils prennent les moins-disant.

Vac : et à ce jour il y a un truc de déposé ?

MC : et aujourd'hui en fait on n'a pas été retenus. A chaque fois qu'on a déposé notre dossier, nous on n'a pas été retenus parce qu'il y a des gens qui étaient moins chers que nous. Nous on s'est fixé un seuil de rentabilité, on a dit nous on ne peut pas descendre en dessous de tant sinon c'est pas rentable et en fait étant donné que dans le sud ils ont plus de lumière à chaque fois c'est des gens qui déposent des appels d'offre du sud qui remportent les appels d'offres. Nous jusqu'à présent on a tout le temps été ...pas retenus. Mais bon après je ne sais pas si c'est vraiment un objectif parce que je pense qu'il y a mieux à faire que du photovoltaïque. La 11 !

Vac : 11 ; Qui est EN NOM en tant que propriétaire des terres et des bâtiments ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : Terrasolis

Vac : et le président de Terrasolis ?

MC : c'est moi

Vac : d'accord ok c'est clair.

MC : Terralab c'est le nom commercial de l'outil. En fait, Terrasolis c'est l'association juridique qui porte les choses et Terralab c'est le nom commercial du site en fait. Il n'y a pas de structuration juridique de Terralab. 47 ! Alors quand on dit propriétaire c'est Bétheny hein c'est pas Brimont et Courcy.

Vac : non c'est les 350 ha non ça c'est bien clair. 47 ; Quelle part de vos expérimentations est orientée vers la biomasse ?

MC : Tout, tout, la biomasse c'est le cœur du système. 6 !

Vac : Les 6 agriculteurs qui cultivent, qu'ont-ils payé ? Qu'ont-ils obtenu ? Qu'ont-ils payé ?

MC : alors en fait on a créé une société qui s'appelle la SCEA ferme 112 pour laquelle Terrasolis a 55% des parts, la FDSEA de la Marne 10 % et les agriculteurs ont 35% des parts qui restent.

Vac : oui mais qu'est-ce qu'ils ont sorti de leur poche ?

MC : et bien ils ont sorti 35% du capital.

Vac : c'est-à-dire ?

MC : je ne me rappelle plus de la valeur de la part.

Vac : la question qui est derrière c'est qu'il y a un certain nombre d'hectares dont une quantité non négligeable sur une terre qui était un bien public et qui a été transféré à une association et donc les agriculteurs bénéficient du droit d'usage et de culture de cette terre pour je ne sais pas quelle durée. La question est : pour avoir cet avantage-là, sur un bien qui était public...

MC : c'est pas les agriculteurs c'est la société c'est Terrasolis qui est propriétaire, en fait elle a fait un bail à la SCEA ferme 112 et les agriculteurs ont des parts dans la SCEA Ferme 112.

Vac : je repose quand même la question, le bail, il est sur quelle durée ?

MC : c'est un bail à 18 ans

Vac : d'accord alors donc qu'est ce que eux ... vous avez aucune idée de ce que coûte une part ? Parce que s'ils ont sorti 1000€ pour avoir le droit de cultiver 35 ha c'est une belle opération.

MC : non alors c'est beaucoup plus compliqué que ça

Vac : non, mais in fine, il y a quand même des sous qui sortent pour un usage agricole, pour une exploitation agricole.

MC : oui, mais enfin vous regardez ça sous un angle qui est particulier.

Vac : c'est la question de l'adhérent qui est comme ça.

MC : Alors effectivement les terres, ils les cultivaient, ils payaient un fermage.

Vac : quand c'était militaire vous voulez dire ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : oui quand c'était militaire, ils avaient un fermage, ils avaient un bail d'un an et ils avaient les revenus d'utilisation de leurs terres. Alors oui le deal qui a été passé avec les agriculteurs, c'est de dire que nous on vous garantit le même revenu que ce que vous aviez avant. En fait tous les ans on s'est indexé sur le revenu moyen du pays rémois et nous tous les ans on leur garantit qu'ils aient ce revenu-là.

Vac : donc c'est un revenu net compte-tenu du prix de la part ou compte-tenu avant du coût du fermage c'est un revenu net ou c'est un chiffre d'affaires ?

MC : c'est un revenu net

Vac : ça c'est dans la convention c'est dans le bail ?

MC : oui parce que si vous voulez, nous on va leur faire faire de l'expérimentation et le principe de l'expérimentation, c'est qu'il y a des années où vous ratez. Donc en fait, nous on a voulu leur garantir leurs revenus comme si ils exploitaient normalement les terres donc on est parti sur la moyenne du pays rémois et tous les ans on s'engage à ce qu'ils aient ce revenu là.

Vac : Donc ça veut dire que ce n'est pas eux qui déterminent ce qu'ils cultivent ?

MC : Ah non non il y a un comité...

Vac : ils sont prestataires de service agricole

MC : exactement il y a un comité scientifique et technique qui détermine quels essais on doit faire. Nous on détermine des essais, et eux après ils sont chargés de mettre en place les essais

Vac : d'accord. Juste pour rebondir ce sont les mêmes que ceux qui cultivaient avant ?

MC : oui les 6 mêmes .

MC : 51... ah j'ai oublié la 9

de 19'48 à 40'40

9. Ces deux étiquettes ont-elles des budgets et des décideurs distincts ou est-ce une distinction purement formelle, de façade ?

MC : Pourquoi, ils ont pris les parts ? C'est parce que moi je voulais qu'ils soient intéressés à l'affaire, dans le sens où quelqu'un qui a des parts, il est forcément plus intéressé au projet, quoi. C'était pour ouvrir le capital et finalement qu'ils fassent partie du projet

Vac : C'est plus une logique de sociétaires ?

MC : C'est plus une logique... quelque part, c'est comme si vous aviez une entreprise et que vous acceptez que l'entreprise soit ouverte au capital aux salariés.

Vac : En contrepartie, il y a pas mal de contraintes, je pense ?

MC : Oui, oui, par rapport aux expérimentations, il y a des contraintes. C'est compris dans le prix qu'on leur paie. Plus il y a de contraintes, plus ils sont compensés. Il y a une indexation sur la contrainte. Il n'y a pas d'essai sur toutes les terres. Les terres où il n'y a pas du tout d'essai, ils ont le revenu minimum pays rémois. Après les terres où il y a de l'expérimentation, selon le niveau de contrainte de l'expérimentation, ils ont un plus, parce qu'on a estimé qu'ils allaient y passer X minutes de plus que des terres normales. Mais rassurez-vous ils se défendent bien.

Vac : On n'a ni inquiétude, ni... voilà, pas d'idée là-dessus. La 9 c'était : les deux étiquettes, Terralab et Terrasolis, ont-elles des budgets et des décideurs distincts ou est-ce une distinction purement formelle ? vous avez un petit peu éclairer le truc tout à l'heure,...

MC : Alors Terralab est un nom purement commercial. Tout est à TERRASOLIS. C'est la marque. Si vous voulez Terrasolis est la structuration juridique et on a un outil qui s'appelle TERRALAB.

Vac : 51 .Quelles sont les garanties prévues , les garde-fous prévus, en cas d'expérimentation qui se révéleraient dangereuses... au cas où une expérimentation, ce sont des expérimentations en plein champ, s'avèreraient avoir des débuts d'effet qui seraient indésirables, pour les riverains, pour la protection de l'environnement, pour ... ?

MC : On n'a pas d'expérimentation qui soient prévues qui ne puissent pas rentrer dans le cadre légal de la société civile.

Vac : Je peux entendre ça. Mais, ceci dit, par exemple vous habitez à côté d'une usine « Seveso », elle rentre dans le cadre mais elle contient quelque chose qui peut être inquiétant. Donc notre question c'est, est-ce qu'il y a, au-delà de la loi...

MC :C'est ma réponse.

Vac : D'accord, votre réponse c'est..

MC : On ne fera rien qui ne soit pas légal.

Vac :Mais pas plus, pas moins.

MC :ON fera que des choses légales.

Vac : Mais même si la loi ne suffit pas à protéger, quoi.

MC : Ah ben la loi, elle est déjà pas mal contraignante.

Vac : Oui, mais comme vous avez un collège de chercheurs, il peut y avoir des expérimentations qu'on fasse et dont on se dise, elles sont.. voilà.

MC : Nous, on ne fait que de la recherche appliquée, c'est-à-dire on n'est pas dans la recherche fondamentale. Donc en fait ,nous, ce qu'on fait, c'est qu'on met en pratique des essais. Si vous voulez, de la recherche fondamentale bien souvent, il sort des logiques et après, nous, on essaie de mettre en pratique ce qui va être marquant, ce qui va être vendu sur la marché. C'est le corps intermédiaire entre la recherche fondamentale...

Vac : Les états généraux de l'alimentation nous ont montré qu'il y avait des trucs qu'étaient vendus qu'étaient pas terrible toujours. Il y a des produits dans l'agro-alimentaire qui sont vendus dont aujourd'hui tout le monde ne se réjouit pas.

MC : Ca, on pourra en débattre, il faudra me réinviter.

Vac : D'accord, et bien on le fera. Allez... Y a-t-il une question qu'on ne vous a pas posé que vous aimeriez qu'on vous pose.

MC : Je peux répondre à tout, vous savez.

Vac : 61. Vous avez mis en place des systèmes répondant au concept d'agro-écologie : objectifs de productivité, de fertilité des sols et de production intensive de biomasse. Y aura-t-il des parcelles destinées exclusivement à l'agriculture biologique ? Cette agriculture biologique fera-t-elle l'objet de recherches dans le projet ?

MC : C'est une question à laquelle aujourd'hui, j'ai une réponse qui est non. Parce que nous, on considère qu'on fait de la recherche pour l'avenir de l'agriculture. On ne fait pas de la recherche pour un cahier des charges. L'agriculture biologique, c'est un cahier des charges marchand pour vendre et nous, ce n'est pas notre sujet. Nous, on cherche de l'innovation dans l'agriculture. Après tous les cahiers des charges viennent piocher finalement dans l'innovation qu'on va trouver.

Vac : Mais par exemple, j'avais vu dans un document que vous avez publié ou une vidéo qu'il y avait des travaux sur la diminution voir l'abolition d'un certain nombre d'intrants, est ce qu'il n'y a pas des points de convergence ?

MC : *Il y en aura forcément. C'est à dire, si vous voulez, je vais vous prendre un exemple : pourquoi, je ne fais d'essais d'agriculture biologique ?*

Ce n'est pas parce que je n'ai pas envie d'en faire c'est parce que ce n'est pas la bonne clef d'entrée de la recherche. C'est comme si je vous disais : il va falloir que vous couriez le 100m en moins de 10 secondes. Vous avez envie de faire du sport et du sport de compétition et vous vous dites : mon enjeu, c'est de faire le 100m en moins de 10 secondes. L'enjeu, c'est pas de dire, je mets mes baskets et je vais faire mon 100m en moins de 10 secondes, non, l'enjeu, vous allez tout de suite comprendre qu'il va falloir que vous connaissiez votre corps, il va falloir que vous vous muscliez, il va falloir que vous fassiez autre chose. C'est pas parce que vous voulez faire de l'agriculture biologique que vous allez faire un essai à l'agriculture biologique et que vous allez réussir à faire de l'agriculture biologique

Vac : C'est bien pour ça qu'elle concerne l'alimentation la question.

MC : *Ce que je vous dis dans ma réponse, c'est je ne vais pas faire une expérimentation « agriculture biologique », ça n'a pas de sens. Par contre, je vais faire des essais, je vais essayer de faire des essais où je suis en autonomie engrais. Je vais faire des essais où je cultive un maximum de biomasse. En fait, c'est en prenant une autre clef d'entrée où je vais mettre des systèmes en rupture qui vont m'amener des solutions pour l'agriculture biologique. Je sais pas si je me fais bien comprendre. En terme de recherche, c'est pas parce que vous dites « tiens, je voudrais que le portable fasse ci, que vous faites une recherche pour que le portable fasse ci ». Non, vous allez faire une recherche fondamentale sur la mathématique qui va vous permettre de faire des algorithmes qui va vous permettre de trouver la solution. C'est à dire que nous, on va faire des essais sur des choses, sur des réflexions qui vont servir. Vous voyez ce que je veux vous montrer ? Nous, l'objet... Les phyto, nous, ça nous coûte très cher, les engrais aussi et l'idée, c'est de s'en passer de toutes façons, même pour l'agriculture conventionnelle. Donc à un moment donné, l'intérêt de l'agriculture conventionnelle, c'est aussi de trouver des nouveaux équilibres. On est dans la même recherche, en fait. Sauf qu'il y a un cahier des charges qui va dire.. Voyez je vais vous exprimer une problématique. Moi aujourd'hui, je réfléchis à faire un verger bio. Je suis sur un projet de verger et je me dis, c'est des fruits qu'on mange, je vais le faire en bio.*

Vac : A titre personnel ?

MC : *A titre personnel. Le consultant qui me conseille sur les fongicides parce que le principal problème, c'est les maladies. Sur les fongicides, l'agriculture biologique met autant de produit que l'agriculture conventionnelle et vu que ce n'est pas des fongicides chimiques, c'est des fongicides naturels qui sont parfois plus nocifs pour celui qui les met. Parce que le souffre... parce que des choses qui sont très nocives, il faut vraiment en avoir conscience. Les gens pensent que parce que c'est biologique, c'est pas nocif. Mais pour l'utilisateur, il y a des produits en agriculture biologique qui sont plus nocifs. Moi, mon idée, on ne va pas parler du débat, ça aussi vous me réinvitez un autre soir et on pourra en parler. Parce que autant sur les herbicides, je le conçois parce que l'agriculture biologique essaie de s'en passer par le travail du sol, par d'autres phénomènes, l'agriculture conventionnelle est plus gênée sur les herbicides mais vous remarquerez qu'il n'y a jamais de débat sur les fongicides parce que l'agriculture biologique en a autant intérêt.*

Vac : Oui, mais nous, on n'a pas la compétence, si vous voulez. La question posée est « est-ce que vous en ferez ? » et vous dites : moi, c'est pas ma clef d'entrée.

MC : Moi, c'est pas ma clef d'entrée. Alors, après, j'ai quand même conscience qu'à un moment donné, il va falloir que, une fois que nous, on trouve certaines choses, faut quand même chercher, à du coup, on les met en application en agriculture biologique pour aussi voir leurs limites, les mettre en rupture et voir ce qui va, ce qui va pas. Je ne suis pas fermé, si vous voulez.

Vac : Dans la Somme et dans l'Essonne, il y a une reconversion de base, qui est la base 217, où il y a, de mémoire, plusieurs dizaines d'exploitants en bio qui vont se mettre dans l'Essonne. Est-ce que vous envisagez ou pas, est ce que c'est venu à votre ordre du jour d'avoir des échanges, des partenariats ?

MC : Bien sûr.

Vac : Est-ce que c'est en route ou pas ?

MC : C'est pas en route, mais nous, dans l'esprit de la plate-forme c'est que, moi, j'ai pris l'angle d'être sur l'approche globale de l'exploitation. Nous, en fait, notre pari, c'est de réussir à arrêter de regarder l'agriculture par les filières. C'est à dire : céréales, betteraves, oléagineux, luzerne. Nous, on veut prendre l'agriculture sur un angle global. L'agriculture depuis 40 ans n'était que nourricière alors qu'en fait si vous voulez, l'agriculture, c'est la plus belle usine du monde. C'est à dire que c'est la seule usine du monde qui est renouvelable. Pourquoi ? Parce que l'agriculture profite du soleil, elle a du sol et en fait c'est par l'énergie du soleil, par la photo-synthèse que vous allez produire un bien qui va être durable et renouvelable.

Vac : Il faudra que vous reveniez parce que ..

MC : C'est important. Du coup, on pense que, on peut produire à la fois de l'alimentaire, de l'énergie, des biomatériaux, on peut stocker du carbone pour éviter le réchauffement climatique. Et de faire ça, ça vous amène une solution pour produire plus durablement le nourricier. Parce que quand vous pouvez couvrir en permanence vos sols par exemple, si je récolte de l'orge au 1^{er} juillet et que aussitôt, je ressème quelque chose, vous voyez, qui va me couvrir les sols, qui va éviter la percolation de l'engrais dans les sols, qui va reprofiter de la photo-synthèse, que je l'ensile au mois d'octobre, que je le mets dans un méthaniseur. Grâce au méthaniseur, le digestat du méthaniseur, ça va me faire de l'engrais qui est plus facilement assimilable par les sols parce que c'est de l'engrais ammoniacal, c'est pas de l'urée, du coup, il limite la pollution de l'air au printemps, parce que, nous, on met que de l'urée aujourd'hui. En fait, ça vous amène des solutions pour être plus durable sur le reste.

Vac : M. Charpentier, promis, on vous invite 2 fois, mais là, on va pas tenir

MC : Nous, notre sujet, c'est ça, c'est montrer l'interdépendance des systèmes et c'est le fait que vous produisiez à la fois de l'énergie, à la fois des biocarburants qui vous amène des solutions sur la durabilité de la partie nourricière.

Vac : On avait bien pigé l'histoire de faire d'une pierre 3 ou 4 coups mais ça n'empêche..

MC : C'est pour ça que je ne peux pas être l'expert de l'agriculture biologique, l'expert de tous les cahiers des charges.

Vac : Vous n'êtes pas là en tant qu'expert vous êtes là en tant que porteur du projet.

MC : Ça répond à la question que nous, on est sur l'approche globale et qu'on va aller se servir d'expériences dans d'autres sites expérimentaux. Et c'est pour ça qu'on a plein de partenaires en recherche et développement sur l'Ensia de Nancy, on a plein de partenariats... qui vont nous amener des éléments et nous, on va essayer d'être l'expert de l'approche globale.

Vac : 7. Comment êtes-vous passé de l'idée d'un bail emphytéotique au moment de la cession des terrains de l'ancienne Base 112 à l'achat en propriété du terrain et comment avez-vous payé ?

MC : On veut être propriétaire parce que nous, on va faire du business en partie sur la Base pour payer nos ressources parce que l'argent public, il n'y en a plus beaucoup et donc, à partir du moment où vous voulez faire du business, il ne faut pas que quelqu'un m'accuse d'avoir eu la Base avec un avantage préférentiel parce que si vous, vous avez une entreprise, que vous voulez aussi faire de l'expérimentation agricole vous pourriez dire, je suis en concurrence avec quelqu'un qui a eu un avantage concurrentiel. Donc, moi, quand on me l'a proposé à l'euro symbolique, je leur ai dit, attendez, ça c'est un cadeau empoisonné. C'est à dire qu'il ne fallait surtout pas que je la prenne à l'euro symbolique.

Vac : Et les sous que vous avez sorti pour acheter le terrain...

MC : C'est les adhérents qui ont cotisé, on a levé de l'argent, parce que les 100 000€ etc.. et puis, on a emprunté..

Vac : Et il vous en reste ? On reparlera plus tard des sous.

MC : Oui, rassurez-vous. L'acte de propriété est fondamental. Je ne veux pas être accusé d'avoir eu le site avec un avantage concurrentiel. Donc je l'ai fait réestimé et je l'ai payé le prix de l'estimation.

Vac : 34. Ferez-vous de la culture hydroponique ?

MC : Non, on ne peut pas tout faire.

Vac : C'est quoi, en 2 mots ?

MC : Faudra que je revienne.

(C'est la culture hors sol sur support liquide.)

Vac : 59. La ferme 112 intègre-t-elle le programme Symbiose (pour des paysages de biodiversité)? Hervé Lapie est Président de Symbiose 51.

MC : Oui.

Vac : 43. Dans le futur, aurez-vous des liens avec la viticulture ? si oui, avec qui ? Lesquels ?

MC : Oui, la viticulture n'est pas dans les partenaires aujourd'hui mais le CIVC ou le SGV va certainement en faire partie et je pense qu'à travers les projets numériques, on va faire un grand lien avec la viticulture. Parce qu'il y a plein de choses qui vont être liées, sur les outils d'aide à la décision numérique.

Vac : Pour être concret, la décision numérique, c'est, par exemple, j'ai un drone qui surveille...

MC : ce sont des choses qu'on va tester sur TERRALAB sur l'agriculture et qui pourront être très facilement reproductibles sur la viticulture. On va certainement les porter ensemble. Il faut avoir la viticulture avec nous.

Vac : 48. Votre projet, centré sur une agriculture intensive et productive, est-il en phase avec les exigences planétaires et locales liés au dérèglement climatique ? et en quoi s'en écarte-t-il ?

MC : C'est la solution.

Vac : La ? Au singulier, LA solution ?

MC : C'est évident. Aujourd'hui, le seul truc qui capte du carbone dans l'air, c'est la plante. Donc, aujourd'hui, vous avez l'air qui est bourré de carbone parce que notre société de consommation fait en sorte qu'on consomme beaucoup trop d'énergie, de l'énergie qui est souvent liée au charbon, à la lignite, à des dégagements. A partir du moment où vous produisez de l'énergie, vous faites un dégagement de carbone et aujourd'hui l'atmosphère a beaucoup trop de carbone, d'où le réchauffement climatique. Et vous me donnerez un autre truc aujourd'hui qui capte le carbone de l'air que la plante. Donc il faut comprendre que il faut sur cette planète qu'on optimise le moindre m² pour qu'il y ait un maximum de biomasse pour capter le carbone de l'air. Et la plante quand elle minéralise, c'est à dire quand elle se décompose au sol, en fait le carbone qu'elle a stocké elle dépose le carbone au sol. Si le

carbone se trouve dans un complexe humique favorable, c'est à dire un complexe argilo-mixte, c'est à dire des atomes qui peuvent stocker le carbone pour pas qu'il se revolatilise dans l'air et c'est là qu'il y a besoin d'azote. C'est un rapport carbone sur azote qui va permettre de stocker le carbone, de le conserver dans le sol. C'est pour ça que l'agriculture productive, c'est une solution. Parce que si votre sol n'est pas productif, il n'a pas d'engrais, et il ne peut pas capter le carbone.

Vac : Je laisserai à des spécialistes..

MC : Ce carbone sur azote, c'est ce que l'on appelle la matière organique. Plus votre sol a de matière organique, plus il va être productif, parce que la matière organique, c'est l'énergie du sol. C'est ce qui va permettre à votre sol de produire.

Vac : Juste un petit point de complément, vous êtes, je ne vais pas dire en conflit, mais vous êtes en tension avec les rois du béton, des zones artisanales autour des villes qui créent..

MC : Il faut savoir qu'il s'urbanise un département en France tous les 10 ans. Quand il y a des inondations à Paris, on accuse l'agriculture mais il faut savoir qu'on urbanise un département tous les 10 ans. Le sol, c'est le seul truc qui retient l'eau ...

Vac : Est-ce que la Chambre de commerce est partenaire ?

MC : Oui.

Vac : Alors, vous allez leur apprendre à ne pas nous faire des zones en supprimant une zone là pour mettre les mêmes magasins là-bas ?

MC : Moi, je suis responsable aussi en tant que président de la Chambre d'agriculture puisque c'est moi qui donne les autorisations, les PLU, les PLI..

Vac : Il y a tension ?

MC : Il y a tension parce qu'il y a tension entre la ville et la campagne. C'est à dire qu'à un moment donné les intérêts ne sont pas les mêmes, on va être 9 milliards sur cette planète..

Vac : C'est pas que la lune, c'est juste quand vous avez une zone périurbaine et que vous avez Darty qui ferme là et qu'on le remet ailleurs et que 5 ans après on remet là..

MC : J'essaie de limiter ça et je n'ai pas beaucoup d'alliés pour le faire. Si il y a quelqu'un qui avec le Préfet essaie de limiter le développement urbain, c'est moi et j'ai pas beaucoup d'alliés.

Vac : 19. Avez-vous des projets d'activité sans lien direct avec l'agriculture ? si oui, lesquels, avec quels partenaires ?

MC : Non, c'est faux. Ça fait partie de l'objet, il faut qu'il y ait un lien direct avec l'agriculture. Parfois on s'autorise quelques biais. Par exemple, aujourd'hui pour les stockages, si quelqu'un veut nous stocker pour un mois parce qu'il est « emmerdé » dans ses capacités ou qu'il n'a pas le truc et que nous on peut facilement ... il cherche un truc pour 1 mois... Nous ça nous fait un biais pour alimenter la recherche, on ne va pas s'en priver alors qu'on a rien d'autre à faire aujourd'hui. Mais on sait qu'à long terme le bâtiment à long terme sera destiné à ça. Parfois, on s'autorise ces petits biais-là, je suis transparent, je vous le dis, mais vraiment le moins possible et c'est pas une fin en soi.

Vac : 22. Avez-vous un cahier des charges ? si oui, est-il indicatif ou contraignant ? est-il public ?

MC : Non, il n'y a pas de cahier des charges.

Vac : Les projets d'activités sont évalués au coup par coup, projet par projet ...

MC : Exactement.

Vac : 27. Le nombre d'emplois créés par ce projet Terralab... Votre site fait état, si on a bien regardé, de 10 ! est-ce exact et est-ce que vous avez, ou pas, parce que les politiques cartonnent là-dessus, des objectifs chiffrés en termes d'emplois directs et indirects ?

MC : moi, franchement, j'aimerais bien qu'un jour, on soit une centaine, à mon avis on peut prendre 10 par an, je pense. Si on sort le bâtiment

Vac : on parle d'emplois salariés sur le site...

MC : Normalement, on sera 50, début 2019..et après j'espère progresser de 10 par an, d'emplois directs.

Vac : 3. Les interférences des radars avec des matériels (drones, ...) et au passage vous êtes dans quelle position par rapport aux radars ?

MC : Oui, il peut y avoir des interférences. Oui, si il n'est pas au milieu de la base, ça m'arrangera.

Vac : S'il va du milieu de la Base le long des riverains de Courcy, ça vous fait un chaud ou un froid ?

MC : Moi, ça m'arrange parce qu'il ne sera plus au milieu. Surtout ce qui m'arrange, c'est que ce sera une nouvelle technologie et normalement c'est des technologies qui sont..

Vac : Vous savez, ça, on a creusé, et c'est pas vrai. Y compris auprès du fabricant. Ceci dit, pour votre information, en 2011, concernant le nouveau modèle, celui qui était déjà décidé, donc le modèle de remplacement, 3 élus de la République, 2 députés un sénateur, sont allés voir le ministre de la défense de l'époque, ils sont revenus en disant : on a l'engagement du ministre que le radar ne sera plus sur ce terrain-là, il sera sur un autre terrain militaire dans le département type Suippes ou Mourmelon. Donc, on vous donne cet élément là parce qu'il y a des gens qui habitent pas loin et que voilà..

MC : Je suis pas sûr.

Vac : Vous avez le droit de pas être sûr mais vous ne pouvez pas être affirmatif sur le fait qu'il n'y a pas de nocivité par contre.

MC : Non, non , je ne suis pas affirmatif. Je pense qu'il y en aura moins que ce qu'il y a actuellement.

Vac : Vous avez déjà vu la tête des lapins qui sont autour de ces radars-là ?

MC : Je ne vous dis pas que le nouveau n'en aura pas, je vous dis que quand même il en aura moins.

Vac : on a sollicité une entrevue avec le Préfet là-dessus, on n'a toujours pas eu de réponse...

MC : Moi, là-dessus, j'ai pas beaucoup plus d'infos que vous...Moi, ce que je souhaite, c'est qu'il ne soit pas au centre du truc, parce que c'est sûr que ça peut nous embêter un peu... et en même temps on récupère de la terre...

Vac : Q 63 « le radar restera-t-il dans les emprises appartenant à Terrasolis ?

MC : je ne pense pas

Le radar peut-il perturber vos outils numériques utilisés sur Terralab ?

<http://www.esterepublicain.fr/edition-de-verdun/2017/07/03/l-agriculture-du-futur-passe-par-le-numerique>

MC : Je ne pense pas.

Vac : Cela veut dire qu'il ira sur Courcy ou Brimont. ?

MC : Je ne sais pas où il ira, vous avez l'air d'avoir des infos...

Vac : Non, on a eu des engagements qui semblent ne pas être tenus, c'est pas pareil.

MC : Moi, je sais pas où il sera, mais je pense qu'il ne sera pas sur Terrasolis.

Vac : Q 20 Connaissez-vous déjà TOUTES les activités annexes qui vont être mises en place, au moins sur 2018-2019 ? Reste-t-il des zones blanches « à définir » ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : On a fait une étude d'aménagement qui nous maintient dans le projet de départ, c'est-à-dire qu'en fait il y a les terres agricoles, on va réhabiliter le bâtiment de la CCI, comme un peu le centre névralgique du projet, là on investit 3.5 M Euros et puis après...

V : Mais vous les avez ces sous-là ? c'est déjà en caisse ou ... ?

MC : C'est un projet d'investissement qui est en train d'être mis en place, le tour de table est en train de se boucler, il est pas totalement bouclé mais on en n'est pas loin et puis après on a un projet d'étude d'aménagement sur les 10 – 15 ans qui viennent d'un montant de 50 Millions d'euros à développer sur les 150 Ha, où on peut faire un développement et on l'a segmenté en 2 niveaux. Il y a une partie qu'on va développer en capacité de stockage parce qu'on est quand même au cœur des grands industriels type Cristal Union, Vivescia qui ont besoin d'alimenter leurs usines et comme on est tout près, ils avaient besoin d'une capacité de stockage un peu tampon ; donc on est sur des stockages céréales classiques, ça nous permet, plutôt qu'ils payent un privé à le faire là-bas, nous ils font ici, ça alimente le modèle économique du projet, on peut le réinvestir dans notre partie recherche. Il y aura une partie accueil d'entreprises, une partie hangars qu'on souhaite mettre à disposition sur l'événementiel. En événementiel, c'est l'évènementiel agricole c'est-à-dire, c'est de pouvoir proposer à des sociétés de privatiser le lieu pour faire la promotion de leur business.

Vac : c'est pas pour la 1ere communion de ... d'accord...

MC : C'est pas pour faire des concerts...

Vac : Q 57 Le pôle IAR est partenaire de Terrasolis. Quel contrat lie ces 2 partenaires ?

MC : Il y a une convention, on vient de signer une convention et le président du pôle IAR fait partie du bureau de Terrasolis.

Vac : une question annexe : tous les documents dont vous venez de parler : les statuts de l'association, les conventions etc...est-ce que ce sont des documents qui sont ouverts au public ? ou à une association comme la nôtre, ou ce sont des documents qui ne sont pas ouverts au public ? Quel est votre rapport avec l'information de la société civile ou des associations comme la nôtre ?

MC : Aujourd'hui, il n'est pas ouvert au public, il est ouvert à tous les partenaires. Par contre tout ce qui va sortir en termes de recherches et développement, qui va faire partie de Terrasolis sera dans le domaine public ; le résultat de la recherche sera dans le domaine public, après la vie de l'association est réservée à ses membres.

Vac : Q 36 : Quels sont vos choix de culture : céréales, légumineuses, Vous nous avez dit que vous ne raisonnez plus en filières.

MC : En fait, moi, mon idée c'est de ... moi je compare 6 façons différentes d'alterner les cultures sur 8 ans. Ou bien avec des nouvelles cultures, ou bien avec des cultures dédiées entre 2 cultures, on se permet même de tenter 3 cultures en 2 ans.

Vac : Attendez, quand vous dites que j'expérimente, cela veut dire que certains hectares avec les 6 agriculteurs qui sont pour vous des cultivants, cela veut dire qu'il y aura 6 façons différentes qui seront testées, expérimentées, analysées ? c'est ça ?

MC : Il y a 6 façons différentes d'alterner les cultures sur 8 ans, parce que nous, ce qu'on souhaite c'est de trouver cet équilibre entre produire de l'énergie, des matériaux, stocker du

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

carbone, c'est de trouver le meilleur équilibre, il n'y a pas de recettes et en + c'est de trouver le meilleur équilibre parce qu'après il va falloir donner les clés pour que chaque agriculteur reproduise par rapport à son contexte pédoclimatique, son type de sol, son climat, son contexte hydrologique de capacité en eau, il va falloir qu'il s'adapte. Donc, en fait, ici on ne va pas trouver la solution miracle, on va s'adapter à tout le monde, on va trouver des tendances et après on va à travers le numérique et beaucoup de choses connectées, on va pouvoir donner des solutions aux agriculteurs, qu'ils puissent essayer de trouver sur leurs exploitations le meilleur équilibre possible.

Vac : Q 23 : Les 6 agriculteurs, quel est leur statut ? Salariés ? SCEA ? Qu'ont-ils déboursé pour obtenir le droit d'usage de ces terrains cultivables redevenus un « bien public civil » ?

Vac On peut considérer que vous avez répondu.

MC : Les agriculteurs, il y en a 1 qui fait partie du conseil d'administration et il y en a 1 qui fait partie du bureau de Terrasolis sur les six agriculteurs. Il y en a 1 qui fait partie du collège Agriculteurs.

V : Et là ils ne payent pas 100 mille euros chacun c'est les six qui font collège ?

MC : Tous les agriculteurs ne sont pas dans le collège agriculteurs c'est eux qui décident ou pas. C'est 80 € la cotisation.

V : J'ai mal posé ma question. Vous êtes Chambre d'Agriculture en même temps, est-ce que dans le collège agriculteurs, il n'y a que les 6 agriculteurs qui sont sur la base, ou y a-t-il d'autres agriculteurs ?

MC : Il y a d'autres agriculteurs, c'est ouvert à tous les agriculteurs.

V : Du département ?

MC : De partout. Il y a même un agriculteur d'Alsace qui est adhérent.

V : Quel est son intérêt ?

MC : C'est de faire partie d'un réseau, de comprendre ce qui s'y passe, d'avoir accès aux informations, de nous aider à y faire des choses...

Q 16 : La piste d'aviation ? Quel avenir ? Vous entretenez et maintenez en état de fonctionnement ?

V : Vous avez dit qu'il n'y aurait pas d'avions, on a tous bien entendu. Vous maintenez, entretenez en état de fonctionnement ce revêtement ?

MC : Il y a une partie qui va être dédiée à des tests de machinisme parce qu'on a une partie du développement ou on propose à la prestation de services à des sociétés de machinisme. Ils viennent pour étalonner du GPS, du matériel en machinisme. Ils ont besoin, ils sont très intéressés par les pistes car il y a une grande régularité sur des longs parcours et ils peuvent paramétrer leurs outils. On est en train de préserver une partie de la piste qui sera réservée au paramétrage en machinisme. Du coup, on vend la prestation de services aux sociétés qui viennent paramétrer.

V : C'est que des machines agricoles ?

MC : Oui.

Re transcription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Q 35 : Ferez-vous des expérimentations en agriculture biologique ?

MC : Peut-être...On n'est pas fermé, mais aujourd'hui ce n'est pas le cas.

Q 58 : La ferme 112 est citée dans le rapport annuel 2015 du ministère de l'agriculture sur l'agro-écologie : « Cette ferme de 240 ha Avec l'objectif de travailler sur de nombreux thèmes (génétique, biocontrôle, fertilité des sols, résilience des modes de cultures, autonomie énergétique ou nouvelles technologies sur les agroéquipements) ... »
<http://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/1604-pa-ae-ra-annuel2015.pdf>

En quoi consistent les études sur le thème de la génétique ?

Des parcelles sont réservées aux expériences de l'INRA : intégrerez-vous le projet Genius dont fait partie **ARVALIS** ? <http://www.inra.fr/Chercheurs-etudiants/Biotechnologies/Tous-les-dossiers/Modifications-ciblees-des-genes-l-ere-post-OGM/Outils-pour-une-modification-ciblee-des-caracteres-agronomiques-le-projet-Genius/%28key%29/0>

La recherche publique fera-t-elle des recherches OGM ?

La recherche privée fera -t-elle des expériences OGM ?

MC : Aujourd'hui, il n'y a pas vraiment d'études sur la génétique.

V : il y a deux questions associées que l'adhérent a envoyées. Recherches publiques, ou recherches privées ou expériences sur OGM ?

MC : Aujourd'hui ce n'est pas à l'ordre du jour.

V : Mais s'il n'y rien aujourd'hui qui en fait la promotion ou qui l'interdit ?

MC : Il n'y a rien qui en fait la promotion, ni l'interdit. Après, très honnêtement les OGM c'est plus trop...il y a des solutions scientifiques sur l'évolution de la génétique qui sont plus élaborées que les OGM. Ça évolue tout ça.

Q 10 : Quels sont vos budgets réels pour 2018 et 2019 en recettes et dépenses ? Combien allez-vous investir d'argent en 2018

MC : Le budget de fonctionnement de Terrasolis, aujourd'hui est de, à peu près 600 mille € par an.

V : OK. Ça c'est le budget de fonctionnement pour que ça tourne, pour que l'association existe. Après chaque projet doit-être autofinancé ?

MC : Chaque projet, après il y a un modèle économique en lui-même. Soit c'est un projet d'un partenaire qui vient dessus et nous, on lui fait payer une prestation, une location, une prestation de service. Il utilise notre outil, du coup, on lui fait payer une prestation. Donc ça vient dans les recettes et nous globalement, on analyse à peu près tous les porteurs de projets qui nous disent on aimerait bien faire ça. On quantifie à peu près, du coup, nous on

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

investit vu qu'on a les clients, on investit pour équiper le site pour le faire et après on leur loue la prestation de service. Et on s'arrange pour que la prestation de services paye l'investissement qu'on a fait. C'est comme ça que fonctionne une plateforme d'open innovations. Après nous on la met à disposition du territoire. Si l'ensemble du territoire vient nous voir en nous disant : il nous faut ça, qu'il y a plein de porteurs de projets qui veulent tester un certain truc et qu'il faut un équipement spécifique et bien nous, on va investir dedans, comme cela nous après on peut mettre à disposition du territoire.

Q 1 : On lit dans la presse : « D'ici six mois enfin, une étude d'aménagement va permettre de préciser le cadencement des réalisations, du court terme (dont la dépollution du site) jusqu'à une vision globale sur quinze ans. Pour conclure, une convention est en cours avec le Grand Est dans la mesure où la Ferme 112 sera aussi un outil au service de l'ensemble des porteurs de projets de la nouvelle région. »
<http://www.estrepublicain.fr/economie/2017/03/30/la-base-aerienne-devient-la-ferme-du-21e-siecle> - Reflets actuels n°84 de mai 2017 et le magazine Grand Reims de juin 2017

- « Nous portons un projet de territoire au service d'un projet de société ! » Publiez-vous cette étude d'aménagement pour informer la société civile ?
- « La stratégie d'investissements se fera par phase successive »: Envisagez-vous d'associer la société civile à chacune de ces étapes pour l'informer ?
- Le rapport du CESER Alsace Champagne Ardenne Lorraine du 30 août 2016 s'intitule « Mutations agricoles : nouveaux contrats de confiance avec la Société ». http://www.ceser-grandest.fr/IMG/pdf/synthese_mutations_agricole_300816_v2.pdf
- Associez-vous la société civile pour débattre de ce nouveau contrat ? La loi d'avenir pour l'agriculture introduit la notion d'agroécologie qui sera mise en œuvre sur la ferme 112. Dans ce cadre, le ministre de l'agriculture souhaite « ... rétablir un pacte social fort entre des citoyens ...», la région Grand Est « appelle un travail d'information pour expliquer aux citoyens que l'agriculture est prestataire de services d'intérêt général... » et sur le site de la Chambre d'agriculture de la Marne, vous écrivez, dans vos ambitions sur la ferme 112, la « Mise en relation avec la société civile ».

Que mettrez-vous en œuvre pour rétablir ce pacte social fort ?

MC : Pouh, ça c'est franchement...Y a pas trop d'intérêt à publier ça. Ça c'est un document de travail qui va nous permettre de savoir comment savoir stratégiquement comment il faut placer les choses, par exemple, est-ce que les établissements de stockage il faut les faire là ou là.

V : Si on vous dit, en tant qu'association, nous, cela nous intéresse d'avoir tel ou tel document.

MC : Faudra que je demande aux partenaires si ils sont favorables à ce que ce soit public et très honnêtement c'est pas très...

V : Alors, que la stratégie d'investissements se fera par phase successive, est ce que vous envisagez d'associer la société civile à chacune des étapes ?

MC : Projet par projet ça se fera.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

V : Mais comment vous ferez ? Parce que jusqu'ici on ne peut pas dire qu'on a été inondé d'informations, il y a eu beaucoup de com....

MC : Mais c'est juste. Nous on attend le résultat de cette étude d'aménagement. Aujourd'hui, on a le résultat, après, moi, j'ai pas 50 M€ dans la poche, donc, je ne peux pas équiper tout le site, le vendre ou le louer, en fait c'est pas possible. Donc, en fait, on va y aller projet par projet. On sait que rééquiper le bâtiment dans le stockage, ça faut qu'on le fasse rapidement car on a déjà les clients. Donc ça c'est une 1ere phase et puis à chaque fois qu'on sonde des clients potentiels par exemple, qui nous disent, on aimerait bien avoir des locaux aménagés comme ça, ça nous intéresse ou pas et bien en fait, on se dit, et bien OK, combien vous êtes prêt à mettre pour louer des locaux. spécifiques, ben là , on va faire l'investissement et après...

V : Là, la question portait sur les relations avec la société civile.

MC : C'est des conventions en « Be to be » entre une société qui a un projet là.

V : Oui, mais il y a dans la loi d'avenir pour l'agriculture qui introduit la notion d'écologie, le ministre de l'agriculture dit (je ne sais pas si c'est votre copain) que l'agriculture souhaite rétablir, cela veut dire qu'il est moins dense que ce que vous aimeriez faire, rétablir un pacte social fort entre les citoyens, la région Grand Est appelle un travail d'information pour expliquer aux citoyens que l'agriculture est prestataire de services etc...et parle d'une mise en relation avec la société civile. Nous, on pense qu'on est une partie de la société civile. Comment comptez-vous mettre en œuvre, pour rétablir ce pacte social fort, par exemple avec des associations comme la nôtre.

MC : Alors, le pacte social fort qu'on souhaite rétablir c'est justement expliquer que l'agriculture peut-être une solution aux modes de consommation de la vie de demain.

V : Est-ce que vous avez conscience, quand vous faites ça, ça va de vous vers nous, est-ce qu'il n'y a pas un moyen pour que le pacte fonctionne, que ça marche éventuellement un peu dans les deux sens

MC : Si, si

V : En 2014, lorsqu'on avait rencontré tous les candidats de toutes les listes municipales, vous allez dire cela ne vous regarde pas, sauf que la liste conduite par Mme Vautrin et Mr Robinet qui sont aujourd'hui aux manettes de Reims et du Grand Reims, nous avaient dit nous sommes favorables à ce que des associations citoyennes participent aux débats, aux délibérations et non pas simplement reçoivent de la communication, est – ce que cela vous parle et est-ce que vous avez envie d'aller dans ce sens-là ? Nous on y est prêt.

MC : Faut faire la proposition, après nous, si vous voulez, on a un comité scientifique, alors on a 2 comités : comité scientifique et technique qui met en œuvre les essais qu'on doit faire et puis on a un comité stratégique qui définit les grandes orientations qu'il faut donner et ce comité stratégique, il est composé de grandes pointures nationales, c'est-à-dire, c'est les présidents universitaires au plan national, c'est des gens qui représentent la société civile au niveau national ou qui ont une envergure sociétale, et donc aujourd'hui on est en train d'articuler la mise en place de l'association comme ça. C'est-à-dire qu'il y a un comité stratégique qui se réunit 3 fois par an qui est composé d'anciens directeurs de l'INRA, c'est des gens qui ont un vécu scientifique, qui ont une obédience, qui ont une réflexion, qui ont un certain niveau universitaire et après on a un comité technique qui lui va mettre en œuvre ce qu'a décidé le comité stratégique.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

V : C'est pas ça ma question.

MC : On est organisé comme ça.

V : Oui, mais ça répond pas à la question du pacte social local.

MC : Le pacte social local...

V : Ceux qui vivent autour de vous...

MC : Si vous voulez, Terrasolis c'est une association Grand Est aujourd'hui, Terrasolis elle a pour vocation à harmoniser tout ce qui traite de l'expérimentation sur la ressource agricole de façon à ce qui ne se fasse pas des choses en doublon sur la région Grand Est.

V : Mais ça c'est de l'optimisation de ressources.

MC : ça Terrasolis, c'est son objet et si vous voulez, pour faire ça elle s'est payée le luxe d'un outil qui est un démonstrateur de l'agriculture qu'elle imagine, qu'est Terralab. Après que l'association soit ouverte à une association de consommateurs représentative...

V : C'est pas ça, c'est pas grave, on en reparlera une 4ème fois...Vacarmes n'est pas une association de consommateurs.

MC : Si vous voulez, dans le comité stratégique, on prendra quelqu'un qui a une représentation nationale ou une crédibilité qui est faite par...un lien...

V : Et c'est là où il y a un truc qui manque, qui vous manque, c'est le pacte social dans sa dimension locale.

MC : Oh, mais j'entends...

V : Et ça, c'est des engagements pris par des élus.

MC : Les engagements pris par les élus, les élus, ils disent ce qu'ils veulent. Moi j'ai racheté la base, après nous, on fait notre projet.

V : C'est comme ça qu'il y a des divorces et des hiatus entre la société civile, le monde économique, qu'il soit agricole ou pas et le monde politique.

MC : J'entends bien.

V : Alors qu'on a tout à gagner à ce que les liens se fassent comme on fait un peu ce soir, on a tout à gagner à ce qu'il n'y ait pas de mines parce qu'après, on est obligé de déminer.

MC : Oui, oui tout à fait J'entends votre main tendue par rapport à ça, après il faut que nous, on l'amène dans une réflexion globale qu'on puisse assumer, qu'on puisse articuler.

V : Parce qu'on aurait tous, tout à y gagner.

MC : Certainement, j'en suis convaincu. J'en suis convaincu, vous inquiétez pas. Vous savez, moi, j'ai une vision très sociétale du projet, je suis comme vous.

V : Je sais pas.

MC : mais si, l'agriculture, on la met toujours dans quelque chose d'à part.

V : Non, non, on la met pas à part

Q 64 : A quel montant s'élève les frais de dépollution facturés par le Grand Reims ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

V : Le grand Reims ne vous a pas facturé de frais de dépollution ? Le grand Reims ne vous a pas facturé de frais, donc , c'est zéro, si j'ai bien compris.

MC : Non, non, pas facturé.

Q 25 : Qui est la ou le chef(fe) de Terralab et de Terrasolis? Qui (en tant que personne en chair et en os) a signé les contrats ?

V : Vous avez partiellement répondu. Il y a deux registres

MC : C'est moi.

V : D'accord.

MC : C'est un vrai sujet, parce qu'ils ne se rendent pas compte.

Question 40 : Pensez vous pouvoir mener vos expérimentations indépendamment de toute pression économique ou industrielle ?

MC:De toute pression, peut-être pas parce que ce serait peut-être présomptueux

Vacarmes : est ce que, par exemple, pour éclairer cela, la question est venue au moment où il y avait toute la bagarre, les pressions y compris avec les multinationales qui sont plus puissantes que les états et dont certaines sont dans votre organisation, est ce que vous avez senti déjà des intentions, ou des directives, parce qu'ils ne sont pas là par hasard, ils sont là pour gagner de l'argent et on ne leur reproche pas, mais est ce que vous avez senti cela, et est ce qu'il y a des choses qui ont été mises sur la table avec force ?

MC : aujourd'hui, ils sont plutôt contents d'avoir des projets comme celui là, où ils peuvent aussi avoir des interlocuteurs du monde agricole un peu avisés, entre guillemets, qui réfléchissent aussi à l'agriculture de demain, ça leur fait aussi des gens sur qui s'appuyer . Le pire serait de les laisser tous seuls réfléchir à l'agriculture de demain, et qu'ils ne puissent pas porter leurs efforts aussi sur des groupes comme les nôtres.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Vacarmes : sans mauvais jeu de mot, vous les ramenez sur terre

MC : notre objectif est que tout ce monde la puisse justement atteindre des objectifs qui puissent être les nôtres. Je vais vous prendre un exemple : la productivité a toujours été envisagée uniquement par le fait, en terme génétique, d'augmenter un cycle végétatif, par exemple, pour le blé, la source d'énergie étant le soleil, l'idée est d'allonger la période où la plante va être exposée au soleil, et de fait il va être récolté de plus en plus tard. Mais par exemple, je préfère faire deux tonnes de moins en blé, le récolter au 1er juin, j'aurai peut-être mis moins de fongicides dessus parce qu'il va être mûr plus tôt, et je peux resemer autre chose que je peux mettre dans un méthaniseur, donc je couvre mes sols, j'utilise moins d'herbicides car j'ai moins d'herbe qui repousse, je peux avoir une solution ammoniacale en utilisant un méthaniseur, et je vais gagner plus d'argent car j'aurai fait trois cultures en deux ans. Il vaut peut-être mieux faire 3 cultures en deux ans en perdant deux tonnes de blé...

Vacarmes : ...oui mais « Bayer » ne va pas être content...

MC : si car moi je vais lui dire que l'agriculture s'oriente vers cela, donc vous aurez un marché vers cela, donc orientez vos recherches vers cela...

Vacarmes : ...donc ça c'est votre créneau...

MC : oui, et en fait ils commencent à le comprendre. Je suis en contact avec ces gens là. Il faut vraiment comprendre que la productivité agricole passe par la génétique des semences. Par exemple, en betteraves, on fait 25 tonnes de plus qu'avant grâce à la recherche génétique. En fait le matériel génétique de la betterave est très facilement exploitable. Donc c'est comme cela que l'on a grandi. Et ce sont ces multinationales qui investissent dans la recherche génétique et personne d'autre. Vous faites un monstre de ces gens là...

Vacarmes : ...non, on pose des questions,...

MC : moi aussi je m'en fais un monstre dans le sens où ils ont une capacité financière...

Vacarmes : ...on a une idée précise de leur puissance...Ca c'est sûr...

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : oui, mais, vous comme moi, notre rôle est de les ramener à des objets de réalité.

Vacarmes : mais il n'y a pas que les multinationales qui font de la recherche en génétique. L'INRA fait de la recherche en génétique aussi...

MC : alors, si vous comptez sur l'INRA pour avancer, on est mal barré

Vacarmes : peut-être pas pour augmenter les intrants, qui vont donner de la productivité mais en même temps pas forcément du bien...

MC : j'aimerais bien que l'INRA nous amène plein de solutions et très rapidement. Mais je n'aurais jamais fait Terralab si l'INRA m'avait apporté des solutions depuis X temps

Vacarmes : la question reste ouverte...

MC : ils n'aimeraient pas m'entendre dire ça, mais l'INRA est comme tout le monde. Ils sont aussi payés à la parution. Car dans le monde de la recherche, plus vous faites de parutions au plan international, et plus vous existez. En fait, ils se sont beaucoup détachés de la recherche appliquée. Parce qu'ils se sont beaucoup concentrés sur des secteurs très pointus, pour être un spécialiste, avoir des parutions internationales, et avoir les paiements. Donc ils se spécialisent énormément et sont de moins en moins dans l'approche globale. Quand j'ai décidé de faire Terralab, j'ai réuni un comité scientifique pendant un an, pour déterminer l'axe stratégique de ce que j'allais faire . J'avais deux anciens directeurs de l'INRA dans mon comité. Eux même m'ont dit « on est obligé de faire de la parution internationale, on ne peut plus faire de la recherche appliquée ». Donc ils n'ont plus de budgets liés à la recherche appliquée. Donc nous, en partenariat avec l'INRA, on répond à des appels à projets, avec eux. Ils déterminent ce qu'ils vont étudier et font la partie appliquée sur Terralab. Ils sont donc plus forts car d'un point de vue scientifique, ils peuvent faire la recherche fondamentale et réaliser la partie appliquée en partenariat avec des sites comme nous. Mais ils ne pouvaient plus le faire tous seuls. Il faut savoir que l'INRA est sur des dimensions tellement stratégiques à long terme que...vous savez, quand on a demandé au directeur de l'INRA de trouver une solution contre le glyphosate, il n'en a pas de solution. Il a beau avoir un budget de 800 millions d'euros et beaucoup de chercheurs, il n'est pas près de trouver. Et la solution viendra peut-être de prendre le problème autrement. Il ne faut pas forcément trouver une solution pour remplacer le glyphosate, il faut peut-être se demander est ce

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

qu'on en a encore besoin ? Si on utilise nos sols différemment, est ce qu'on en a encore besoin ? Pas forcément. L'INRA est un partenaire, mais il faut le laisser à sa place. Il ne peut pas faire ce qu'on va faire.

Question 46 : Quand votre schéma d'implantation sera t'il stabilisé ?

MC : Jamais. Il évoluera. Notre plan de progrès est sur dix ans. Il est stabilisé dans le sens où dès aujourd'hui on sait ce qu'on va faire sur les zones, maintenant il faut le développer. Quelque part il est déjà stabilisé parce que pour ne pas faire n'importe quoi il faut bien avoir une vision. Donc on sait déjà quels types d'activités on va faire et où. Et on ne veut pas que les gens se croisent sur la base. Par exemple, si vous voulez organiser un événement, il ne faut pas le situer en plein cœur de la zone de stockage avec un trafic de camions. Donc on a bien dimensionné et positionné les activités de façon cohérente, et puis après on s'adaptera de façon pragmatique. Mais globalement les grands rails sont définis.

Question 44 : Construisez vous de nouveaux bâtiments ?

MC : Oui, je pense.

Vacarmes : est ce que vous en détruisez ?

MC : Oui, je pense aussi

Vacarmes : Vous avez déjà une idée de ce que vous allez détruire ?

MC : Non. On a quelques idées sur des bâtiments où on sait que cela sera compliqué, et il vaudra mieux les détruire parce qu'il faut payer les impôts dessus, quoi qu'il arrive. Les impôts ne connaissent pas les bâtiments vacants.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Vacarmes : Mais aujourd'hui vous n'avez pas un plan établi pour dire du bâti actuel on garde ça et on vire ça, et on rajoutera ça.

MC : On sait dans quelles zones on peut en reconstruire, c'est pour cela qu'on a placé par exemple le stockage dans une zone où on pourra en refaire parce qu'on voit bien qu'il y a du potentiel, et on en détruira .

Question 33 : Participerez vous au Davos de l'agriculture organisé par le maire de Châlons En Champagne ?

MC : J'y suis déjà puisque je suis au bureau de l'association.

Vacarmes : Il y a un truc agricole dans lequel vous n'êtes pas ?

MC : C'est le problème...

Vacarmes : C'est pour cela qu'on a du mal à vous avoir...

Question 21 : Est ce que vous vous êtes vous doté d'un dispositif vous permettant de garder la maîtrise du choix des activités annexes ? Un dispositif réglementaire, légal, etc.. ?

MC : On peut pas se détacher de l'objet. Il faut que cela concerne la ressource agricole .

Question 39 : Est ce que vous avez été sollicités par des gens extérieurs au monde agricole pour mettre de l'argent dans votre projet ? Si oui, qui et dans quelles conditions ?

MC : Oui, on a la caisse des dépôts, des organisations publiques, qui soutiennent les projets, et puis il y a des fonds d'investissements aussi qui sont prêts à injecter de l'argent s'il le fallait

Vacarmes : Vous savez qu'il y a différentes catégories de fonds d'investissements : il y a des fonds d'investissements prédateurs. Comment est ce que vous vous protégez de ça ?

MC : On n'a pas encore tout analysé. On sait que des gens nous contactent parce qu'il y a des projets de développement, si vous voulez on peut vous aider. L'idée c'est que, si on en prenait, et il n'y a absolument pas de décision de prise, c'est qu'on les prendrait par secteurs d'activités. C'est à dire qu'il y a des fonds d'investissement qui sont spécialisés dans certains métiers...

Vacarmes : question, juste subsidiaire, les fonds d'investissements qui vous ont contacté sont des fonds d'investissements étrangers ?

MC : Non, non. Ce n'est que du local. Des fonds locaux...

Vacarmes : Oui, mais un fond d'investissement local peut être racheté par quelqu'un d'autre...

MC : On est très méfiant là dessus parce qu'on ne veut pas se faire avoir . Et puis je ne sais même pas si on en prendra.

Question 65 : S'agissant de la vente d'un bien public, nous, citoyens, demandons à en connaître le détail par la publication de l'acte de vente. Êtes vous disposé à publier l'acte de vente, quand on vous a vendu le terrain ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : Cela fait partie de l'association, ça reste au cœur de l'association.

Question 62 : Une partie des entreprises telles que Monsanto, BASF, Syngenta, Dupont, etc, pourront elles investir sur le site ? (C'est suite à un reportage sur France 3). Est ce que vous avez des critères de sélection de ces entreprises, et quels seront leurs domaines de recherche ?

MC : Le critère de sélection est que le partenariat soit validé par le conseil d'administration, et il faut que cela concerne l'objet...

Vacarmes : Est ce que vous savez qu'il y a un certain nombre d'organisations comme la votre où des associations venant de la société civile sont membres du conseil d'administration avec, selon le sujet, voix consultative ou délibérative. Vous savez que cela existe. Le droit européen reconnaît ça.

MC : reconnaît quoi ?

Vacarmes : le fait que des associations soient associées aux conseils d'administrations, de projets ou d'opérations qui ont une dimension structurante territoriale .

MC : Pourquoi pas...

Vacarmes : Vous n'êtes pas contre ? est ce que vous êtes pour ? Honnêtement, est ce que vous êtes pour ? Est ce que vous pensez qu'on peut mutuellement en tirer profit ? Je vais être direct : est ce que Vacarmes soit, comme association citoyenne étant sur ce dossier là depuis maintenant plus de dix ans, soit membre du conseil d'administration avec une voix qui peut être consultative ou délibérative ? Simplement pour pouvoir faire entendre une position de travailler collectivement avec des citoyens et aussi pour éventuellement émettre un avis ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : Sur le principe, moi, je ne suis pas contre.

Vacarmes : Est ce que vous êtes pour ? Sur le principe. On ne vous demande pas de parler à la place de votre

MC : C'est pour cela que je vous dis ça...

Vacarmes : Si le sujet vient et que vous le mettez sur la table, est ce que vous le défendrez ou pas ?

MC : Le fait de faire partie d'une association, c'est que quelque part vous êtes d'accord avec l'objet de l'association, au départ.

Vacarmes : Vous vous souvenez quand même que Vacarmes a dit depuis 2013 que par rapport à tous les projets qui avaient été ...

MC : Par rapport aux autres, c'est sûr. Mais moi ce que je souhaite c'est que tous les partenaires qui entrent dans l'association soient des gens qui soient d'accord avec l'objet et qui en fassent la promotion, et qu'ils soient là pour le dynamiser et l'activer.

Vacarmes : Oui, et qui peuvent aussi enrichir le lien avec le pacte social.

MC : oui, je sais qu'ils peuvent l'enrichir, mais là où je veux me protéger, ou être bienveillant...

Vacarmes : Vous n'avez pas envie d'avoir un détracteur permanent...

MC : Rien ne me garanti ça aujourd'hui.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Vacarmes : Mais on peut y travailler...

MC : Eh bien, on peut y travailler. Moi je suis plutôt favorable, vraiment moi je suis pour ça. Par contre, il va falloir l'organiser et savoir dans quelles mesures on le met en œuvre.

Vacarmes : On a bien entendu

MC : C'est vraiment important.

Question 56 : Quels sont les résultats des études programmatiques, est ce qu'on peut en avoir connaissance ? Il y a eu des documents qui ont été publiés sur la centrale des marchés, etc..., avec chambre d'agriculture, étude programmatique et opérationnelle pour la reconversion de l'ancienne base 112.

MC : Il y a des études programmatiques qui sont faites sur...Celle ci c'est celle de la chambre d'agriculture ?

Vacarmes : Oui

MC : ...Que je regarde exactement de quoi il s'agit...

Vacarmes : A l'époque il y avait « ARBD attend d'ici à septembre, (c'était l'ancien nom), la sortie de l'étude concernant l'économie du projet... »

MC : Ca c'était l'étude d'aménagement. Donc, aujourd'hui, en études programmatiques, il y avait surtout l'étude d'aménagement. Elle devait être faite en deux temps, elle devait coûter 300 000 euros. On a fait la moitié de l'étude, on a donc dépensé 150 000 euros, qui nous a

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

amené à définir un projet, mais moi je n'étais pas complètement satisfait du travail fait car je trouvais que ça ne nous emmenait pas dans l'objet qu'on souhaitait. Pour l'instant, je n'ai pas souhaité donner le lancement de la deuxième partie.

Vacarmes : Quand vous dites « Moi je n'étais pas content », c'est le conseil d'administration, ou c'est vous ?

MC : Moi je n'en étais pas content, mais c'est en discussion avec mon directeur.

Vacarmes : Qui faisait l'étude ?

MC : C'était un prestataire de services, un cabinet de conseils

Vacarmes : C'était qui ?

MC : C'était trois cabinets de conseils réunis ensemble, parce qu'ils avaient chacun une thématique précise, et c'est peut-être aussi pour cela que le résultat...

Vacarmes : On vous dit cela car on a eu une expérience extrêmement malheureuse avec ce genre de cabinet de conseils. Il y avait un cabinet de conseil dont le siège social était situé à Londres qui avait bidonné les études sur l'aéroportuaire en modifiant les résultats . On a eue les deux versions...

MC : Nous en fait on a pris un prestataire qui était spécialisé dans les reconversions de bases...

Vacarmes : qui c'était ?

MC : Je n'ai pas le nom en tête

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Vacarmes : Ca nous amuserait de savoir si c'était le même que celui de l'époque...

MC : oh non,non,non. C'était un bon cabinet, spécialisé dans les reconversions, mais notre projet est tellement atypique, qu'ils n'ont pas réussi... Il fallait presque que je fasse le boulot pour eux, que je leur amène le concept. Parce que nous avons tellement travaillé le concept...

Vacarmes : Alors pourquoi vous leur avez donné les 150 000 euros ?

MC : Ils nous ont fait quand même un bon travail, car il y avait quand même un besoin, sur les réseaux, la disposition des choses, etc..., mais moi j'estimais qu'il n'y en avait pas pour toute cette somme là. Donc j'ai jugé qu'ils avaient fait un travail intéressant, mais j'ai stoppé. J'ai considéré que pour la deuxième partie, ce ne serait pas le meilleur cabinet. Donc on est en train de revoir à cela. On est bienveillant quand même, on ne veut pas se faire avoir non plus. Je n'aime pas dépenser de l'argent dans ces trucs là pour rien.

Question 54 : L'agriculture est le premier secteur en France à bénéficier des subventions publiques, la PAC, etc., et beaucoup plus particulièrement les exploitations spécialisées en production de céréales, oléagineux et protéagineux.

MC : C'est faux .

Vacarmes : le citoyen est donc en droit de savoir comment cet argent est employé, et êtes vous prêt à la transparence financière et expliquer vos choix sur Terralab afin de rendre compte et rendre des comptes aux citoyens ?

MC : Mais oui, complètement

Vacarmes : Donc l'étude d'aménagement ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

MC : Ca n'a rien à voir avec l'étude d'aménagement cette question là ! Cette question là est primordiale. Elle est très très intéressante . Il faut voir que par exemple aujourd'hui, les aides de la PAC, historiquement c'est vrai que les céréaliers touchaient un peu plus. Mais les aides de la PAC sont divisées en deux piliers . Le 1er pilier c'est les aides directes. Le deuxième pilier c'est des aides indirectes. Mais ça veut dire qu'aujourd'hui, les aides des céréaliers vont passer de 350 euros/ha à, fin 2019, en dessous de 200 euros. En fait les aides du deuxième pilier ont beaucoup augmenté, c'est à dire que toutes les régions où on fait de l'élevage, et les zones d' handicap, difficiles, etc..., eux sont passés de 200 à 400 .

Vacarmes : Pourtant vos copains du Loiret sont dans la...

MC : Oui mais c'est sur des zones défavorisées. C'est un autre sujet. Oui mais, aujourd'hui, je vais vous le dire franchement, le budget de la PAC est beaucoup sur de la conditionnalité et du verdissement, il n'est pas sur de l'aide publique. Moi sur mon exploitation, l'année dernière j'ai touché 40 000 euros d'aides de la PAC, et j'ai fait moins 50 000 euros de résultat. Donc, vous voyez, les aides de la PAC, ça ne fait pas tout. Et aujourd'hui, j'en touche deux fois moins qu'il y a 5 à 6 ans, et toutes les zones à handicap en France en touchent deux fois plus. Et ça c'est public, il n'y a aucun secret là dessus. Ce dont je rêve moi, parce qu'aujourd'hui l'Europe nous emmène vers une PAC qui est uniquement une conditionnalité environnementale. En fait, l'Etat n'a qu'un souci pour vous, c'est vous protéger de votre santé et de l'environnement. Et donc à travers la PAC, ils veulent se servir de la PAC comme un objet pour dire « OK, on vous donne des aides, mais vous allez nous garantir la santé et l'environnement. »

Vacarmes : On n'est pas sûr qu'il n'y ait qu'un souci...Il y a un discours

MC : C'est quand même ça. Moi je peux vous dire la conditionnalité que j'ai sur mon exploitation, pour avoir la PAC, je peux vous dire que c'est un peu raide.

Vacarmes : Mais on vous invitera une cinquième fois

MC : Mais vous m'expliquerez s'il y a un autre pays dans le monde qui...

Vacarmes : il nous en reste 12 , 13 (questions)

MC : Et l'objet de Terralab est justement de trouver un autre levier, il faut absolument que la PAC porte un projet. Ca ne peut pas être que sur la conditionnalité, parce qu'aujourd'hui, on avait un projet européen, la PAC dans les années 60 a permis de garantir au consommateur d'avoir quelque chose dans son assiette, et a permis de garantir au producteur finalement des conditions de production qui lui permettent de vivre. Ca a garanti le producteur, ça a garanti le consommateur. Ca c'était le lien de la PAC des années 60. Aujourd'hui il n'y a plus d'objet, et à l'époque c'était de faire en sorte qu'il y ait de la nourriture pour tout le monde. Et c'est important que vous l'entendiez car on est là quand même pour ça. Et aujourd'hui la PAC n'a plus d'objectif. Il faut absolument que l'objectif de la PAC soit justement de profiter de cette fameuse terre et cette fameuse énergie solaire pour essayer de produire un maximum de choses dessus qui soit en lien avec la consommation des gens, car ça c'est incontournable.

Question 41:

V:quels sont vos engagements avec les agro-industriels ?Est-ce qu'il y a des engagements précis en terme de prestations, de production... ?

Char: Ils sont comme tout le monde,ils participent au conseil d'administration,ils sont liés aux mêmes il n'y a pas d'engagement particulier avec les industriels

V :Est ce que pour ça vous nous avez dit qu'il y avait combien de membres dans le CA ?

Char : 18

V :Le collège des entreprises, il y en a combien ?

Char ::Je sais pas franchement, je ne sais pas

V :Combien ?20, 40, 480 ??

Char: une vingtaine

V :Pour l'instant, il n'y a pas trop de tensions sur les sièges

Char : non ! tout à fait ! ce sera pour plus tard, si ça marche, tant mieux, c'est que ça marche

Question 55

V :Stratégie nationale en bio économie. Le ministre de l'agriculture a annoncé le 18 janvier 2017 qu'un comité stratégique réunissant les pouvoirs publics,le secteur professionnel concerné et la société civile va être installé avec entre autre pour objectif d'aborder les éventuels conflits d'usage et de communiquer auprès du grand public

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Char : la stratégie en bio économie, nous ici on est quand même très en pointe sur le sujet. On est un peu logiquement pas un bras armé mais une parole quand même importante pour le ministère sur la bio économie.

Faut savoir qu'on est le dernier pays à avoir une stratégie sur la bio économie. Tous les pays du monde ont une stratégie sur la bio économie parce qu'en fait le sol devient un truc très très stratégique aujourd'hui. Dans les banques, il y a plus de titres de propriétés que d'or en valeur. Aujourd'hui tous les pays du monde ont compris que le sol était ultra stratégique les gens .. tous les états ont une stratégie en bio économie. de l'utilisation des sols

V : La question, c'était comment est-ce que cette stratégie nationale sur la bio économie se traduit localement par un comité stratégique réunissant pouvoirs publics, secteur professionnel et société civile ?

Char: le pole IAR est fait pour ça hein ! Le pole IAR c'est quand même un pole de compétitivité à vocation mondiale sur l'industrie (les ou des)agroressources et sur la bio économie

*V : où est-ce que la société civile, dans le pole IAR, est associée aux réflexions ,
aux débats, aux décisions ?*

Char : Sûrement pas assez ! Et le ministère où est-ce qu'il associe la société civile ?

V : nous on est pas le ministère ! Non mais on vous demande...

Char : nous c'est le ministère qui fait la stratégie en bio économie. Nous on ne peut que l'aiguiller et lui donner des conseils

V : oui mais vous la relayez

Char : autant qu'on peut mais c'est pas à nous de faire tout le boulot

V: non mais on ne vous demande que de le faire localement

Char : oui on peut le faire localement j'entends bien

*V:oui,oui (intervention de quelqu'un du public dans le brouhaha) c'est sûr
que c'est écrit?*

*C'est des questions d'adhérents de vacarmes et pas des questions de sortie, de parking de
supermarché brouhaha*

Char : je partage votre idée . c'est une erreur de la profession de ne pas s'ouvrir suffisamment à la société civile parce que bien au contraire, on l'aurait mieux fait y aurait pas eu tous les problèmes qu'il y a sur les incompréhensions.

V: mais y compris pour les années qui viennent

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Char : : C'est ça qu'il faut que je revienne vous expliquer des trucs

V : *et puis qu'on s'écoute mutuellement parce que ce n'est pas qu'en descendant (Char : je sais!) par rapport à la logique de com souvent on a des gens qui... y a des expressions qui nous énervent quand par exemple quelqu'un nous dit : « ah! y a des forces vives ! » et nous on est quoi ? Les forces molles !!! Ça énerve le citoyen de base.*

V : *Sous quelle forme et à quel rythme ferez vous l'évaluation des résultats et des écarts avec les engagements ou avec vos espérances ? Ces évaluations seront elles publiques et qui composera les instances d'évaluation ?*

Char : Oh...ça... heuf...

V : *Ça peut ne pas être calé encore !*

Char : notre structuration est plutôt basée sur ce comité stratégique, un comité scientifique donc c'est eux qui nous aiguillent et après le conseil d'administration valide les décisions et on s'adapte autour de ces 3 organisations un peu de gouvernance pour prendre des décisions

V : *mais pour l'instant y a pas de...(rappel de la question) y a pas une logique, une certification machin qui.....*

Char : non !

Question 12 :

On peut considérer que vous avez déjà répondu

Question 28 :

V : *A ce jour quelles activités quels emplacements et sur quelles surfaces ;;; La question des surfaces affectées à des activités, à ce jour, ça correspond à quelle proportion ?*

Char : 240ha de terres agricoles, 150ha d'autre usage

V : *et sur les 150 pour l'instant, y en a déjà combien d'affectés ? Vous avez une petite idée, la moitié, le tiers....*

Char : ils ont affectés dans le sens où on a décidé de ce qu'on allait en faire et maintenant on va développer le projet pour rendre vie à....

V : *donc pour l'instant vous avez réparti, dédié les espaces mais ils ne sont pas habités par des gens qui produisent*

Char : non!pas entièrement. Ça dépend des lieux mais il y a quand même pas mal de bâtiments qui sont... Non franchement on a pas trop de soucis sur l'utilisation des bâtiments.

Question 37

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Ferez vous des expérimentations d'OGM en plein champ ?

Char : Non ! C'est pas d'actualité

Question 2 :

Comment vous positionnez vous sur l'histoire du radar ; suppression,déplacement, votre position ? Est ce que vous considérez que vous avez déjà répondu ?

Char:oui ! Moi ce que je veux c'est qu'il ne soit plus sur notre espace. Comme tout le monde !

V : *vous savez comment ça s'appelle ?*

Char : je pense que c'est le positionnement de tout le monde

V : *Sauf que le positionnement de vacarmes c'est de dire aussi (mais c'est juste pour votre information) nous on souhaite que dans le cadre du fameux pacte social dans lequel les représentants politiques sont présents,personne n'a d'intérêt que la démocratie se fracture, personne n'ayant plus confiance en personne donc les engagements pris en 2011 nous on va continuer à se battre pour qu'ils soient tenus parce que sinon ça veut dire que à chaque fois qu'on nous dit quelque chose , on n'y croit pas et tout le monde est victime de ça et est perdant là dedans !*

Question 60 : on passe du 2 au 60, vous êtes durs avec moi

Etes vous pour l'utilisation du glyphosate. Est ou sera-t-il utilisé sur le site ?

Char : je suis pour l'utilisation du glyphosate dans certaines conditions Heu ! Il peut être utilisé sur le site.

il faut vraiment comprendre que le débat sur le glyphosate il est très très complexe hein ! Car en fait la France est le pays du monde qui utilise le mieux le glyphosate

(le mieux ou le plus?) Le mieux

V : *On a vu des stats où c'était le plus !*

Char :Non, non !

V :*La Marne*

Char : Pourquoi la Marne ? Parce qu'en fait y a des sièges sociaux des sociétés qui le vendent

V : *Oui mais elles ne le vendent pas sur le parking !*

Char :Ce n'est pas la Marne qui en consomme le plus, c'est l'Aube. Pourquoi en fait parce que dans l'Aube y a la société Soufflet le siège social de Soufflet qui est le plus gros négoce français est dans l'Aube

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

salle :il fait partie de(pas compris!)

Char : et du coup c'est le siège social du lieu mais dans l'aube, ils n'utilisent pas ou très peu le glyphosate

V:Les stats du ministère publient ça

Char : Bien sûr attendez ! . C'est parce que c'est dans l'Aube que se trouve la société qui facture et ils prennent la base de la facturation et l'adresse de facturation
V : bien sûr mais ça n'a rien à voir avec l'usage ! Est ce que j'ai bien compris ?

Char : oui ! Moi par exemple, je vais vous expliquer dans quel cadre, je suis favorable. Le glyphosate peut... c'est un vrai outil pour avoir une agriculture de conservation, c'est à dire que sans glyphosate on peut pas avoir d'agriculture de conservation. L'agriculture agro écologique en fait, c'est une agriculture où on ne souhaite plus labourer, où on souhaite justement mettre le moins d'herbicides possible.

Si vous voulez le glyphosate quand est-ce qu'on l'utilise par exemple on va faire une technique

V faut pas qu'on passe la soirée sur le glyphosate sinon vous allez être en retard pour le dessert

Char : Non mais ça peut être intéressant ! Par exemple on fait une technique de faux semis, les graines ont à peine germé et on va le mettre à 5,5litre par hectare. Du coup on n'a plus de mauvaises herbes et après on peut retravailler le sol, resemer. Un an après, il y a des cultures qui sont produites et qu'on récolte. Tandis qu'en Amérique du Sud étant donné que c'est moins bien désherbé les plantes elles sont à 2 mois d'être récoltées, y a des herbes qui ont pris le dessus on met du glyphosate 8 jours avant,ça crève les mauvaises herbes et comme ça ils peuvent récolter. Et nous en fait on interdit le glyphosate en France. Du coup, l'agriculture française elle a même pas

ces solutions pour la mettre dans des conditions favorables mais par contre on interdit absolument pas l'importation de ces produits là qui sont à bas coût et en gros vous ne bouffez que ça!Alors...

V : il faudrait une 6ème invitation....

Char : non ! Il faut que vous compreniez ça. Il y a une différence entre utiliser...et moi j'en utilise et en plus dans la rotation, c'est une fois tous les 5 ans qu'on fait ça, cette technique là !. L'année où vous mettez des betteraves , vous n'avez pas besoin de l'avoir mis. Moi dans ma ferme et dans la Marne , on a tellement de cultures. Si vous voulez ! Là où on met du glyphosate, c'est les gens qui font soja sur soja, maïs sur maïs mais dans la Marne on a 7 cultures entre la luzerne,la betterave,le blé, l'orge de printemps nous vu qu'on alterne, on n'a pas besoin de mettre du glyphosate . Là où on en met (je vais être un peu méchant) c'est dans la vigne.

Pourquoi la Marne et l'Aube utilisent beaucoup de glyphosate ? C'est dans le vignoble qu'on en utilise beaucoup . C'est pas dans les champs

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

interruption

Char: Sur le glyphosate à terme, si vous voulez, ça donne un bon signal aux organismes de recherches parce qu'ils savent qu'un jour ou l'autre, il faudra s'en séparer. Du coup, ils réorientent leurs budgets là dessus. C'est très bien ! Ça donne de grands signaux. Mais si vous voulez, de la façon dont on l'utilisait en France, c'est scandaleux de l'interdire ! C'est dogmatique ! Franchement, c'est dogmatique !

Salle : C'est pour le blé que c'est encore utilisé principalement

Char: Mais pour le blé non ! C'est utilisé aujourd'hui par exemple pour l'agriculture de conservation. Elle va préparer les sols, on va semer avec des semoirs sans avoir labouré. Et juste avant que la graine lève, les mauvaises herbes lèvent juste avant on passe un tout petit coup mais parfois c'est du 0,3, 0,2 à l'hectare, c'est 3 fois rien et nous ça nous a permis derrière de ne plus utiliser d'herbicide parce que votre sol est nickel. Tandis qu'une fois que vous avez interdit le glyphosate vous ne pouvez pas avoir accès à cette technique là et on va utiliser des herbicides qui sont beaucoup plus nocifs pour l'environnement parce qu'on va les mettre dans des quantités bien supérieures. Franchement l'interdiction du glyphosate telle qu'on la pratiquait en France mais c'est les chimistes qui vont se gaver parce qu'on va acheter beaucoup plus d'herbicides qu'on n'utilisait pas avant et qui vont coûter beaucoup plus cher

V : C'est un débat plus général que la ferme 112

Char : Je fais la ferme 112 pour parler de ça. Je fais pas la ferme 112 juste pour me faire plaisir. Je vous le dis quand même !

Question : 14

Pour 2018-2019 est-ce que vous avez déjà fait les choix des cultures ou des types de cultures qui seront expérimentées ? Ou est-ce que ça reste pour les 2 ans qui viennent ?

Char : Oui ! Le cahier des charges quand vous expérimentez 6 façons d'alterner les cultures sur 8 ans, vous êtes barrés pour une paire d'années. C'est un projet qui est ancré au moins sur 20 ans car il va falloir comparer sur 2 rotations donc déjà 16 ans et; (boutade du mot d'excuse..)

Si vous voulez, sur les 250 hectares, il y a 100 hectares dédiés à ces comparaisons de rotations donc là on est quand même barrés sur longtemps car si vous voulez avoir de la référence, il faut que dans 50 ans on puisse encore avoir de la référence. Après sur les autres surfaces on se rend disponible soit pour des essais de machinisme. Il en reste 150. 140 prédisposés qui viendront alimenter le projet global

Question 38

V : Avez vous accordé des entretiens ou des visites à ce qu'on appelle des lobbies privés ou publics comme ceux qui font le siège de l'Union Européenne, de l'Assemblée Nationale ou du Sénat ? Pouvez vous me dire lesquels sont venus vous demander à être reçus ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Char : On a eu un responsable européen de tous les fonds qu'ils investissent justement au titre du FEDER (fonds européens de développement économique régional) ou FAEDER (fonds européens agricole pour le développement rural) sur fonds européens et eux veulent savoir si les fonds sont bien utilisés en région.

V : *ça, c'est plus une instance de contrôle, d'évaluation qu'un lobby*

Char : non ! Les lobbies vous les prenez dans tous les sens que vous voulez ! Quoique nous quand on a un responsable européen qui vient, on estime qu'on a quelqu'un d'important, ça fait partie des lobbyistes. C'est à dire, si vous voulez, moi quand quelqu'un d'important vient si on arrive à le convaincre et qu'il repart là-bas et qu'il peut nous affecter des fonds de recherche ou...moi je suis content car il va repartir à l'Europe, il va faire son lobbying ça fait partie....

Après plusieurs ministres sont venus, on a la CGER (caisse générale d'épargne et de retraite, ??? Voire CGER banque ???), groupe de fonctionnaires qui conseille le ministère de l'agriculture sur toutes les orientations.

V : *dans la question qui était là c'était plus des lobbies qui peuvent être économiques, ou financiers etc.*

Char : Enfin ! C'est qui ces gens là ?,,, Moi ! Bof !... Vous voyez qui derrière ça ?

V : *par exemple : la fédération des banques, par exemple la fédération des assurances ! C'est des choses comme ça !*

Char: Oh ! Vous savez ces gens là aujourd'hui ils prêtent à ceux qui ont des cautions et le reste ils s'en foutent

V : *On leur dira pas ! Mais vous avez le Crédit Agricole dans votre truc !*

Char : ouais

V : *C'était juste une boutade !*

Char : Au Crédit Agricole, ils ont leurs réseaux d'engagements. Ils prennent leur position de façon complètement indépendante de la stratégie du Crédit Agricole.

C'est à dire, si vous voulez, ces organisations là, y a pas de thèse du complot, c'est des organisations qui prennent des décisions. Moi là dedans je peux faire aucun lobbying auprès de ces gens là et eux ne peuvent pas en faire auprès de nous. C'est...Je pense que autant il peut y avoir du lobbying auprès des politiques, si vous voulez, mais auprès d'acteurs de recherches tels que nous on est là !... Mais là.... Enfin !...

V : *OK ! Horizon 2020 : je ne sais pas si vous voyez ce que c'est : les programmes de financement de la recherche et de l'innovation de l'Union Européenne pour 2014-2020, un de ces enjeux est de prendre en compte les préoccupations des citoyens en matière de santé, environnement, énergies propres et d'apporter des éléments de réponse au déni de société.*

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Est-ce que vous intégrez ce programme ? Qu'est-ce que vous mettez en œuvre pour prendre en compte nos préoccupations associées à ce programme ?

Char : oui ! On a déposé des appels à projets à H 20 20 (horizon2020) sur un sujet : l'enrobage d'engrais à partir de matières biodégradables. En fait c'est créer un capsule autour de l'engrais parce que l'engrais , une partie de l'engrais quand vous le mettez sur les sols, une partie est volatile donc vous perdez de l'efficacité de l'engrais. Donc là on a répondu à H2020 pour enrober l'engrais d'une matière naturelle qui va se dégrader une fois qu'il va être déposé au sol et du coup elle va protéger pour éviter l'évaporation. On a répondu à H2020 sur ce sujet là.

Question 32 :

Comptez vous mettre en actes la promesse des candidats Robinet et Vautrin lors des dernières municipales concernant l'association la participation de vacarmes à vos dispositifs de gouvernance et comment ?

Char: Ça , ça n'engage qu'eux ! Je ne savais pas qu'ils avaient promis ça. Honnêtement, ils ne m'en ont jamais parlé

V : Le grand Reims car on ne dit plus Reims Métropole est dans l'opération membre du CA ?

Char : non ! Ils y étaient au début mais ils sont partis car ils ne peuvent être juge et partie. Justement parce que souvent ils peuvent être dans une partie du plan de financement.

Question 8

V:Une fois payé le terrain, vous Terralab ou Terrasolis que vous reste-t-il comme argent pour concrétiser vos intentions ? Est-ce qu'il vous reste des sous en caisse ?

Char : il nous reste des sous en caisse pour assumer notre fonctionnement et développement. Et puis pour assurer notre développement en fait on est en train de faire un partenariat avec la CCI parce que le rôle de développeur c'est surtout la CCI qui a les compétences sur l'aménagement. Donc la CCI Marne va nous donner un gros coup de main. On est en train de réfléchir à un partenariat avec la CCI pour nous aider.

V : donc vous n'avez pas de problème de sous !

Char : aujourd'hui non ! Après on en aurait plus , on serait satisfait . Mais on essaie de répondre à un maximum d'appel à projets et on espère que l'activité du site va nous amener des moyens

V : oui des recettes d'activités !

Char: on aide par exemple que le territoire soit attractif. Par exemple on a répondu à un PIA3(programme d'investissements d'avenir). Macron souhaite identifier 10 territoires innovants en France et donc il a réalisé un appel à projet sur lequel pour chaque territoire, il veut mettre 50 millions d'euros à partir du moment où le territoire peut trouver les 2/3 du financement. Et donc c'est un appel à projet où on était 116 au départ, 40 au grand oral, on a

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

été au grand oral . Et là on fait partie des 20 sélectionnés. Après il nous donne 400000euros et on met 400000euros, on porte le projet pendant un an. Et il y a un audit extérieur international qui va venir auditer comment on a porté le projet pour sélectionner les 10 derniers.

V : Ça , c'est pour 2020

Char : oui !. Si on est territoire d'innovation sur le sujet, on pourra avoir des effets de levier via ...voilà...c'est... Terrasolis a beaucoup travaillé pour essayer de remporter cet appel à projet parce que les politiques ils le déposent en leurs noms parce qu'ils aiment bien distribuer de l'argent

V : oui du coup.....

Char : C'est eux qui le déposent parce que voilà c'est nous qui alimentons les fiches stratégiques dedans

Question 26 : sur les pesticides vous avez déjà répondu

Question :

Est-ce que vous avez ce qu'on appelle des organigrammes dans votre fonctionnement ? Pas dans la composition du CA mais dans le fonctionnement ?

Char : non ! l'organigramme c'est ce que je vous ai dit:à travers les 2 comités scientifiques et le CA

V : Et pour l'instant en salariés ?

Char : 5 salariés qui appartiennent à Terrasolis et que l'on paye en CDI

1. Qu'est-ce qui fera que ces promesses de baisse d'intrants seront concrétisées et tenues par rapport aux promesses non tenues du Grenelle de l'Environnement ?

Promesses non tenues du Grenelle de l'environnement : je vous emmènerai sur mon exploitation, avant et après le Grenelle et globalement, sur l'agriculture, vous verrez qu'il y a eu un sacré progrès de fait, ça c'est la réponse N° 1. Il faut vraiment comprendre que, aujourd'hui, une exploitation agricole n'a rien à voir avec une exploitation agricole d'il y a 15 ou 20 ans. En gros, l'agriculture c'est comme tous les autres métiers, on fait en fonction des connaissances scientifiques et des moyens qu'on a pour s'adapter, et aujourd'hui, on s'est adapté et je crois que l'agriculture a de grosses capacités d'adaptation et aujourd'hui, on ne pratique pas du tout l'agriculture pareil qu'avant. Donc ça, c'est vraiment faux vis à vis du Grenelle et après la question ?

Ah quand-même !

Quand-même !

On ne dit pas que rien n'a été fait du tout... On dit qu'il y avait des engagements qui avaient été pris de réduction, par exemple de réduction de pesticides et de produits chimiques, Sarkozy avait pris des engagements en 2009, avec celle qui s'en va, SKM ...

Alors, est-ce que vous savez que l'augmentation des pesticides est dû à la culture biologique ?

Je ne peux pas répondre à ça...

Vous voulez que je vous l'explique ?

Non, on n'a pas le temps là.

Par exemple, la bouillie bordelaise, pour limiter le mildiou, sur la vigne, qui est utilisé par l'agriculture biologique, en vignes et beaucoup en maraichage, fait partie des statistiques des pesticides. J'explique les choses. J'explique la réalité des choses. Ce qui a augmenté la statistique, ce qui fait partie de l'augmentation de la statistique, c'est toute utilisation de produits soufrés et l'agriculture biologique vient aussi se comptabiliser dedans. Je vous l'explique à quel point ça peut être pervers de regarder les statistiques et les explications. Après, si vous voulez qu'on aille beaucoup plus loin dans l'explication, je pourrai vous la donner.

Vous savez que chaque fois que vous nous dites que vous pouvez nous la donner

...

Mais c'est parce qu'on n'a pas le temps mais ... La viticulture, franchement, c'est une bombe à retardement pour l'agriculture. Moi, aujourd'hui, je suis beaucoup plus craintif sur l'arrêt des pesticides en viticulture qu'en agriculture. Vous ne vous rendez pas compte à quel point...

Un participant : Moi je me rappelle l'expérience, avec le CIVC, il y a maintenant quinze ans. A l'époque on utilisait déjà beaucoup de cuivre, énormément, après on a baissé, on a utilisé plutôt des produits de synthèse. Mais à cette époque là, avec le CIVC, sur cinq ou six ans, on a fait une petite partie tout cuivre, et l'autre partie, produits de synthèse. On n'a pas vu de différence dans les effets, la seule différence qu'on a vu, c'est que là où on a fait tout cuivre, ??????

On ne va pas considérer que c'est une bonne nouvelle...

Alors la question n°13 : qui était au départ dans le projet et qui en est parti ou qui est sur le point de partir ? On a entendu Reims Métropole, etc...

En fait, il y a tout ceux qui..., le Grand Est, la Région Grand Est, et le Grand Reims sont partis pour des raisons d'incompatibilité mais sinon, on accueille des nouveaux adhérents...

Mais vous n'avez pas des gens qui étaient au départ, par exemple, et qui sont partis ?

Non, on est 45. On est plutôt très sollicités pour entrer.

D'accord...

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Alors : Où serait vraiment le méthaniseur ? Une zone friche méthaniseur a été localisée sur un certain nombre de plans, vous pouvez nous le dire ?

Je la verrais plutôt à l'extrême est, côté Fresne...

D'accord ! Et , par exemple, pour ça, est-ce que vous avez rencontré des riverains, des gens, est-ce que vous avez fait une réunion publique, etc... Parce que par exemple, à Laon, il y avait un projet de méthaniseur qui a mis tout le monde vent debout, est-ce que vous envisagez de rencontrer simplement...

Alors sur le projet de méthanisation, c'est un projet qu'il faut absolument anticiper, justement avec vous, pour vraiment expliquer quelques textes, qu'est-ce qu'il y a derrière, quels sont les effets autour... Sur la méthanisation, je vous rejoins complètement car on est dans un secteur tellement peu connu qu'en fait il y a énormément de choses qui sont mal comprises ou qui sont à partager ou...

Ou qui ne sont pas maîtrisées par les techniciens mêmes... Parce que, en terme de nuisances, il y a un certain nombre d'endroits qui sont quand-même... Quand le Préfet nous a dit, par exemple, il y a longtemps : oh ben ça vous savez, il faut bien que tout le monde accepte les nuisances, on lui a proposé de lui mettre sur le toit de la Sous-Préfecture, il était pas d'accord... Quand vous n'en voulez pas dans votre jardin, il y a des gens, à Fresnes ou à Bourgogne, qui n'en veulent peut-être pas non plus...

Non, non, mais je suis d'accord, la méthanisation, c'est un sujet qu'il faut absolument complètement...

Mais est-ce que vous avez honnêtement envisagé, programmé, prévu, des rencontres avec les habitants, est-ce que c'est prévu ?

Oui oui, la dessus oui..., moi si vous voulez, j'ai plusieurs méthaniseurs dans le département qui posent problème, moi-même, je rencontre, je reçois dans mon bureau les associations locales, on en discute, on a organisé des voyages sur des sites donc moi, j'ai déjà cette attitude là avec d'autres sites dans la Marne où ça se pratique donc, on le fera là...

Ca c'est pas comme le radar, il ne suffit pas de le mettre à un autre endroit pour être tranquille...

Non, la méthanisation, je pense qu'il faut amener toute la transparence sur ce sujet là pour que ce soit vraiment bien compris...

Oui mais ...

Il y a un vrai problème, méthanisation...

L'idée de Vacarmes, c'est d'être entendu, écouté, avant que les décisions ne soient prises. Pas d'être consulté après, quand on ne peut plus rien faire.

Mais nous, il faut déjà qu'on sache ce qu'on veut faire, quand-même.

C'est là où nous aussi on demande, c'est , on peut amener des éléments au débat avant que vos décisions soient prises parce que après, on est obligé de s'affronter.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Oui, oui... je comprends votre raisonnement...

C'est important dans le pacte social. Si on est obligé de s'affronter à des décisions prises, après ceux qui voudraient change leur décision, ont l'impression de se déjuger. Et là on a des crispations.

Non mais si vous voulez, c'est un domaine tellement compliqué que... moi j'envoie mes ingénieurs dans tous les salons, j'étais à Nantes cette semaine, au salon biogaz à Berlin, etc, etc... Et nous-mêmes, on a du mal, aujourd'hui, à choisir exactement ce qu'on va faire. Donc je ne vais pas vous raconter aujourd'hui...

Non, échanger avec un certain nombre d'expériences citoyennes autour de ça...

Mais vous n'allez rien m'apporter sur la méthanisation... Aujourd'hui, vous allez m'apporter des craintes...

Non, pas que des craintes...

Mais si, moi, il faut déjà que je sache, je comprends votre raisonnement mais il faut que vous compreniez aussi que nous, il faut qu'on travaille et qu'on sache aussi ce qu'on souhaite et qu'on vienne vous le partager très rapidement mais si j'arrive et que je ne sais pas ce que je veux...

Attendez... Dans pleins de projets qui sont, aujourd'hui, objets de tensions dans un certain nombre de territoires, il y a des tensions une fois que les choses ont été bien posées, il y a des tensions qui peuvent se résoudre ou pas. Par contre, il y a (je ne sais pas pour vous, on ne se connaît pas assez) mais il y a une espèce d'allergie à considérer que, avant que les décisions soient prises, on pourrait être gagnant...

Je vais vous donner un exemple d'associations avec lesquelles j'ai travaillé, parce que tout le monde n'a peut-être pas votre liberté d'esprit et votre faculté à être fédérateur, etc... Alors, moi j'ai rencontré des associations, il faut aussi que vous compreniez l'inverse. Moi je les ai pris dans mon bureau, je les ai convaincus point par point, c'est à dire, point par point, le type, à la fin, il me disait : « je suis d'accord ». et à la fin je lui dis : « ben alors, t'es toujours contre ? ». Il me dit : « de toute façon, je ne ferai jamais avaler ça à mon association ». Donc vous voyez, à un moment donné, non mais vous voyez ce que je veux dire, c'est que moi, je discute avec des associations, mais si vous voulez, tout le monde n'a pas... c'est compliqué, c'est que il des fois, il y a des associations, elles sont comme ça quand même.

Je vais vous dire gentiment un truc, vous dites « je les ai pris dans mon bureau », et à la fin vous avez convaincu, j'entend bien, point par point... nous ce qui nous intéresse aussi c'est d'avoir, et même entre nous quand on discute, c'est que, quand on n'est pas d'accord, il y a forcément dans le désaccord...

Il n'y avait plus de désaccord...

Attendez, il y a forcément dans un désaccord exprimé au début d'un échange, des choses mutuellement intéressantes. Et c'est de ce « mutuellement intéressantes », mutuellement enrichissantes, qu'on demande à être associé avant que les décisions soient prises et avant que tout soit bouclé.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Je suis entièrement d'accord avec vous et je mets la limite du système où, parfois, vous êtes face à des associations qui sont aussi dogmatiques et du coup, il y a des fois c'est pas possible.

Mais oui, mais on peut avoir un dogmatisme de décideur économique et on peut avoir un dogmatisme de ..., mais il n'est pas, à priori, d'un côté ou de l'autre.

A priori, il ne l'est pas, c'est ce que je vous ai dit avant, c'est pas le cas, mais ça arrive...

Oui ça arrive...

Il nous en reste moins que dans une boîte à œuf...

24 – Sur la zone vie, il y a le projet « microville 112 ». Avez-vous des partenariats envisagés ou en cours, lesquels et pourquoi ? Donc, c'est sur la zone de Courcy, le projet Microville qui a été retenu, primé récemment dans un appel à projet...

Primé... ?

Enfin, ils vont toucher un paquet de pognon pour faire ce qu'ils ont envie de faire.

Ah bon ?

Oui.

Vous avez vu ça ?

Oui.

Participants : C'est le même...

Exactement... oui...

Oui mais sans le projet microville, les informations qu'on a, puisqu'on s'est renseigné sur les éléments du concours, les chances que le truc tire le jackpot étaient quand même pas les mêmes.

C'est marrant...

Oui c'est marrant

Oui mais moi je connais le... Si vous voulez... c'est moi qui suis à l'origine de l'appel à projet. C'est à dire qu'avec Philippe VITVER...

Non mais le concours...

Attendez, je vais vous expliquer... Vous pouvez croire qui vous voulez, les certitudes que vous amenez là, vous voyez, tout à l'heure vous me parliez de, il ne faut pas avoir de certitudes, etc... vous avez eu un point de vue... Vous vous êtes fait une certitude sur un point de vue. Vous auriez du vous faire une certitude après avoir rencontré d'autres points de vue, et vous auriez pu me dire, ça s'est passé comme ça.

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Bon on en reparle quand vous voulez... juste par rapport à ça... on n'a pas un point de vue, contrairement à ce que vous pensez...

On n'en a jamais discuté...

Je n'ai pas dit qu'on avait pris le votre, j'ai dit qu'on n'avait pas un seul point de vue...

Est-ce que vous avez des partenariats envisagés ou en cours, lesquels et pourquoi ?

Le projet Microville, c'est une thématique qui est intéressante parce que c'est vraiment une thématique qui nous rapproche, dans le sens où moi, je veux absolument rapprocher l'idée des territoires, c'est à dire que, à un moment vous avez un territoire urbain, un territoire rural et 80 % des gens vont habiter en ville, et il faut vraiment que les territoires se mettent d'accord pour comment est-ce qu'on utilise les territoires au service des villes, en terme d'énergies, en terme de production de biens et de matériaux, et comment la ville doit vivre, quoi, parce que, aujourd'hui, il y a des vrais sujets d'interactions entre la ville et la campagne qu'il faut mettre en place. Par exemple, la méthanisation, c'est un sujet important. A un moment donné, on est capable de produire du gaz sur les territoires mais il sera forcément utilisé en ville, donc c'est comment on peut avoir cette interaction là.

Mais la question c'est par rapport au projet microville. Autrement dit, est-ce que vous avez ou pas des partenariats...

Alors, il y a des partenariats qui sont précis sur le back-office, c'est à dire qu'en gros, on a des intérêts communs puisque il y a une partie des réseaux qui étaient communs ; c'est par exemple de se servir d'un bâtiment en commun parce que pour eux ce serait une trop grosse charge, pour nous aussi et finalement, en associant les deux, ça peut être commun. Donc, on est en train de regarder, très concrètement là, mon directeur les a rencontrés pour voir d'une façon pratico-pratique sur l'utilisation du site, est-ce qu'il y a des liens à faire pour que ça coûte moins cher aux uns et aux autres sur la réhabilitation du site. Donc ça, c'est vraiment un raisonnement pratico-pratique, sur deux riverains qui se côtoient pour essayer de voir si on peut amener de l'efficience sur le réaménagement. Et puis après, moi ce que je souhaite, c'est ce que je disais tout à l'heure, c'est justement aller plus loin sur l'expérimentation en elle-même, de voir justement quelle interaction on peut avoir entre la ville et la campagne.

Pour l'instant, il n'y a pas de conventions signés et tout ça ?

Non, non...

5 –

Il faudra que je vous explique le PIA3, quand même...

Oui mais on a regardé les textes et tout ça...

Alors, je pense que vous avez répondu, sur terrasolis : qui est impliqué, quelle structure, l'INRA, quelles personnes ? Je pense qu'on a fait le tour.

18 – Confirmez-vous le méthaniseur et si oui, quels seront les mesures de confinement de tous les types de nuisances potentielles ?

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

Je confirme qu'on étudie un projet de méthanisation sur la base, je ne peux pas certifier qu'il y en aura un parce qu'on n'a pas encore pris la décision mais on y réfléchit sérieusement.

Quand vous dites « on », c'est vous et le conseil d'administration ou c'est ...

C'est le conseil d'administration qui a décidé des projets...

Ou c'est GDF-SUEZ, pardon ENGIE avec vous ?

C'est nos ingénieurs qui sont en train d'étudier un projet, donc ils sont en train d'étudier les partenaires potentiels mais il n'y a pas de décision prise.

D'accord !

Il n'y a pas d'étude non plus contre les nuisances, c'était dans la question...

Alors dans les essais qui vont être... dans les nuisances... alors ça dépend, ça dépend de qu'est ce qu'on choisit comme méthanisation, quelle est la voie, si c'est une voie sèche, si c'est une voie humide, si c'est de l'injection directe, si c'est par la voie électrique, si c'est par le biogénisé... Tant que vous n'avez pas répondu à tout ça, vous ne connaissez pas les nuisances. Donc c'est encore difficile de dire, je vais mettre un schéma contre les nuisances...

D'accord mais côté débat sur le type de méthanisation et les nuisances ou pas et l'intérêt aussi, la balance, qu'est ce qui est pour, qu'est ce qui est contre, sur chacun des trois (j'y connais rien, hein) des 3 , 4 ou 5 types de méthaniseurs, est-ce que vous pensez que c'est pas une bonne idée que de dire, on en débat avant...

Non

Plutôt que ça se crispe après...

Non, non pas du tout... Parce que, en fait, moi aujourd'hui, mon point d'entrée, c'est la recherche et le développement... C'est à dire que je vais choisir...

Mais quand vous allez habiter sous le vent du truc... la recherche et le développement ça vous fera une belle jambe...

Non mais attendez... Moi je suis un centre de recherche pour essayer de faire avancer l'agriculture en général. Moi, mon sujet aujourd'hui, c'est déjà de trouver un bon sujet pour voir si l'axe de développement, il est plutôt vers une des solutions, c'est parce que je considère que ça va être la meilleure solution pour les agriculteurs et qu'il faut aller l'expérimenter le plus loin possible. Après, une fois que j'aurai choisi, parce que je ne sais pas du tout encore celle que j'ai choisi, une fois que je l'aurai choisi, je vais évaluer les nuisances qu'elle comporte.

Est-ce que vous voyez où est le biais ?

Mais oui je le vois, depuis le début je le vois, d'ailleurs c'est pour ça que vous m'invitez, mais je veux aussi vous faire comprendre le mien. Il faut aussi que vous vous compreniez que moi ma clef d'entrée c'est quand même la vulgarisation, c'est la recherche, c'est le développement et que, évidemment, il faut que j'intègre la vôtre. Mais, ma clef d'entrée,

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

aujourd'hui, mais c'est fou, vous n'arrivez pas à comprendre que moi-même aujourd'hui, je ne sais pas ce que je veux faire. Donc ne me faites pas dire que je vais venir vous voir...

Non, non on ne cherche pas du tout à vous mettre en défaut...

Je ne peux pas connaître déjà les solutions contre les nuisances alors que je ne sais même pas encore les nuisances qu'il va y avoir.

C'est moi qui ne me suis pas bien expliqué... Je voulais juste dire : quand vous dites je fais un truc parce que...

Comme quoi je peux avoir peur de vous parce que avant que je sache les nuisances que je peux avoir, vous me demandez des solutions...

Trois choses différentes : la première, on vous fournit les questions telles que les adhérents nous les ont formulées,

J'ai bien compris...

La deuxième chose, je pense que on s'écoute correctement et on se comprend correctement.

Oui

Par contre, là où on vous dit, nous on a un élément dont on pense qu'il n'est pas suffisamment pris en compte, on pense que tout le monde est gagnant à mettre sur la table, avant que votre orientation soit prise, qu'il y ait débat sur, s'il y a un projet de méthanisation, quel qu'il soit sur le territoire qui est, par exemple tout près de Betheny ou de Fresnes, etc... quels sont les différents possibles et quelles sont les balances entre les possibles.

Moi là où je vais répondre, si vous voulez, c'est que : un, c'est que moi, dans ce que je recherche comme type de méthanisation, c'est une méthanisation qui soit transposable sur le territoire. Ok. C'est pas pour faire plaisir à Terralab...etc... Si elle n'est pas transposable ailleurs, ça sert à rien. Donc moi, mon objectif, c'est que ce soit transposable ailleurs. Donc, de fait, je vais choisir une solution qui cassera le moins les pieds à tout le monde. C'est dans mon cahier des charges, j'ai pas besoin de venir vous voir pour apprendre que il va falloir que... si vous voulez... vous voyez, je... on comprend...les nuisances... machin... si vous voulez, moi, le sujet, c'est qu'on va essayer de réfléchir à une méthanisation qui puisse être le plus transposable possible, donc on a intégré, de fait, le sujet. Si vous voulez, faut... faut dégonfler l'affaire, nous on l'intègre, après, aujourd'hui, on n'a même pas encore choisi, parce qu'il nous faut quelque chose qui soit le plus cohérent possible et qui soit le plus transposable possible. Donc on cherche, après, une fois que, et je vous rejoins vraiment dans la position, dès qu'on sait ce qu'on va faire, tout de suite on vous voit... Mais ça veut dire que , il faut qu'à un moment donné, il faut que vous puissiez intégrer aussi que je ne peux pas venir vous voir avant d'avoir fait une réflexion exhaustive du sujet parce que je ne pourrai même pas vous répondre. Si vous voulez, on peut y passer la soirée et on arrivera pas à ce mettre d'accord parce que je crois que vous ne comprenez pas qu'à un moment donné, quand on dit, on va venir vous voir en amont mais après, faut se mettre d'accord sur quel amont, c'est à dire est-ce que c'est au tout début, si vous voulez, aujourd'hui, je vous le dis franchement ce

Retranscription de l'enregistrement « audio » intégral des 124 minutes de la rencontre entre les adhérents de « Vacarmes-Reims » et de Monsieur Maximin CHARPENTIER à Bétheny le 13 février 2018 à 18h30.

qu'on cherche c'est... voilà... c'est évidemment de fait qu'on va essayer d'avoir un truc qui soit le plus transposable possible et qui considère ces choses là.

Juste un truc et puis on passe aux trois dernières : quand on a eu à se, qu'on s'est constitué, qu'on s'est battu contre l'aéroportuaire, on a même vu, non seulement des cabinets de conseil qui ont fait des faux rapports, qui ont fait des falsifications de documents. On a eu des techniciens et des ingénieurs... donc on a une expérience de la différence qui existe entre le savoir technique dit neutre, et le savoir technique non neutre. Voilà, je vais le dire comme ça. Donc quand vous dites, il faut se mettre d'accord sur quel amont, la question est là et elle reste ouverte.

Oui, oui...

Allez-y, 50...

Q50 : *Quelles...*

MC : Euh... combien de ... sur cette partie-là, c'est en réflexion parce que nous, comme je vous l'ai dit, on est plutôt sur une partie « appliquée », c'est-à-dire que normalement on n'est pas sur une partie « recherche fondamentale, donc du coup c'est un petit peu différent. Après, sur la partie « étudiante », on réfléchit à un projet notamment de... par exemple, c'est un des projets que j'aimerais faire avec Microville, c'est de pouvoir, dans l'ancien mess des officiers, pouvoir en faire un lieu de réception de classes vertes d'ingénieurs, c'est-à-dire en fait moi j'aimerais bien que toutes les classes d'ingénieur « agro ou agri » en France, les promos, qu'on puisse leur offrir le site en leur disant ... vous venez là un mois, on vous ouvre le site et puis venez y faire des programmes de recherche, de développement ou des projets étudiants

Vac : *pour l'instant, il n'y a pas de convention établie avec*

MC : non, c'est une des idées que moi j'ai à cœur parce que il faut vraiment qu'on forme nos étudiants à cette approche globale, à cette agriculture à la fois productive et respectueuse de l'environnement et qui répond à des attentes sociétales qui est une vraie solution, il faut qu'on forme nos étudiants à ce type de projets, il faut que notre plate-forme devienne aussi une plate-forme d'open-innovation pour nos étudiants. Donc, ça c'est dans les tuyaux. Après sur la partie recherche, on souhaite mettre en place, notamment dans le bâtiment de la CCI qu'on réaménage, une partie des bureaux qui sera réservée à des chercheurs sur des conventions de chaire, sur des conventions momentanées ou pas, et on fait évidemment des gros liens avec le CEBB, avec Agro-Paristech, avec Centrale-Supélec... d'ailleurs, sur la méthanisation, il y a un chercheur de Centrale-Supélec qui a développé une partie très très intéressante de recherche et de développement, qui a expérimenté au CEB de façon très laboratoire quoi, on regarde si on peut pas l'expérimenter de façon plus globale, autour d'un projet, autour d'un pilote.

Numéro 4 !

Vac : *C'est la fin, vous devez avoir soif ?! Les fonds européens, est-ce que vous en avez touché ? Si oui, est-ce que le projet qui a été financé est public ?*

MC : Alors, les fonds européens, oui on en a touché. A travers le CRSD, je crois qu'il y en a une partie qui est européenne... alors moi, c'est plus mon directeur qui est spécialiste de ça, je crois qu'il y a du FEDER dans la partie du CRSD, parce qu'en fait c'est des fonds qui sont alloués par l'état...

Vac : dans la reconversion du site ?

MC : oui, donc nous sur les 3 millions d'euros du CRSD, on va en toucher au total 1,3 million pour notre projet. Et dans cette partie-là, il y a des fonds européens...

Vac : quand vous dites « on va en toucher », ce n'est pas encore dans vos caisses ?

MC : tout n'est pas touché, il y a une partie qui est déjà touchée. Et puis après, quand on répond à des appels à projets, par exemple le H2020 ou Diverimpacts, bien souvent, ils sont cofinancés par l'Europe. Donc après, c'est appel à projets par appel à projets.... Mais faut savoir que les fonds européens c'est très très compliqué, parce que c'est tellement contrôlé, administré, et caetera ... que parfois ça vous coute plus cher de faire le dossier, en coûts de gestion, on risque de se les faire rattraper... enfin, c'est très très très compliqué. Et c'est pour ça que moi je veux développer un maximum d'activités économiques qui rapportent au projet pour être le moins dépendant des fonds publics parce que très honnêtement, l'énergie qu'on passe là-dedans... moi, depuis le début de ce projet-là, je crois que j'ai dépensé pas mal d'énergie, et franchement, l'énergie publique, elle est très compliquée. Aujourd'hui, je préfère faire de... franchement, c'est une horreur.

Vac : juste pour vous dire, 124 minutes au lieu de 120, 68 questions, merci beaucoup parce que les agendas étaient compliqués mais on a réussi à se retrouver. Je ne vais pas vous mettre en boîte sur les 5 rendez-vous pris avec vous ; mais c'est vrai qu'on est toujours gagnants à prendre le temps de s'écouter mutuellement et sans a priori. On va faire exactement ce qu'on a dit, c'est-à-dire qu'on va faire le compte-rendu de tout ça, on vous l'envoie, vous nous dites c'est OK ou ça je préférerais apporter telle ou telle précision, et une fois que ça c'est fait, on diffusera à nos adhérents, on pourra s'en servir pour un communiqué de presse, et on vous tiendra au courant de tout ça. Merci beaucoup, on ne vous retient pas plus parce qu'on sait que vous êtes attendus à un dîner, mais voilà, 68 questions en 124 minutes, c'est un bon rythme quand même. A bientôt en tout cas.